

RD-CONGO



LES DÉPÊCHES DE BRAZZAVILLE

300 FC

www.adiac-congo.com

N° 2528 - LUNDI 8 FÉVRIER 2016

CHAN/Rwanda 2016

Une deuxième couronne pour la RDC

La quatrième édition du Championnat d'Afrique des nations (Chan/Rwanda 2016) a atteint son épilogue le 7 février avec le sacre de la RDC, vainqueur du Mali en finale sur le score sans appel de trois buts à zéro. Les poulains de Jean Florent Ibenge, physiquement et techniquement au point, nonobstant les deux matchs de prolongations accumulés en quart et en demi-finale, ont pu imposer leur jeu devant les Éperviers visiblement à court d'inspiration. L'ailier gauche Mechac Elia, auteur de deux buts, a été un poison pour la défense malienne qui éprouvait toute la peine du monde à contenir ses incursions.

Alors qu'ils tentaient de remonter les deux buts en-



Liesse populaire après le sacre des Léopards

caissés à une vingtaine de minutes de la fin du temps réglementaire, les Maliens seront surpris par un troisième but signé Jonathan

Bolingi Mpangi. Avec cette victoire, la RDC vient d'ajouter une deuxième couronne à son palmarès après le triomphe de 2009. [Page 22](#)

ENRÔLEMENT DES ÉLECTEURS

L'opposition accentue la pression sur la Céni

La Dynamique de l'opposition invite la centrale électorale à se mobiliser effectivement pour l'organisation des élections conformément aux dispositions constitutionnelles, légales et réglementaires. Dans un point de presse tenu le 4 février à Kinshasa, le modérateur de cette plate-forme de l'opposition, Jean Lucien Bussa, a exhorté la Céni à procéder dans l'urgence au démarrage effectif du processus d'enrôlement pour la présidentielle et les législatives censées se tenir cette année. Alors que la Céni est en passe de lancer d'ici le 10 février un appel d'offres pour acquérir le matériel nécessaire à la révision du fichier électoral, la Dynamique de l'opposition lui demande d'inclure, dans son cahier des charges, le principe du respect des délais constitutionnels.

[Page 19](#)

TÊTE-À-TÊTE TSHISEKEDI-KODJO

Les lignes n'ont pas bougé

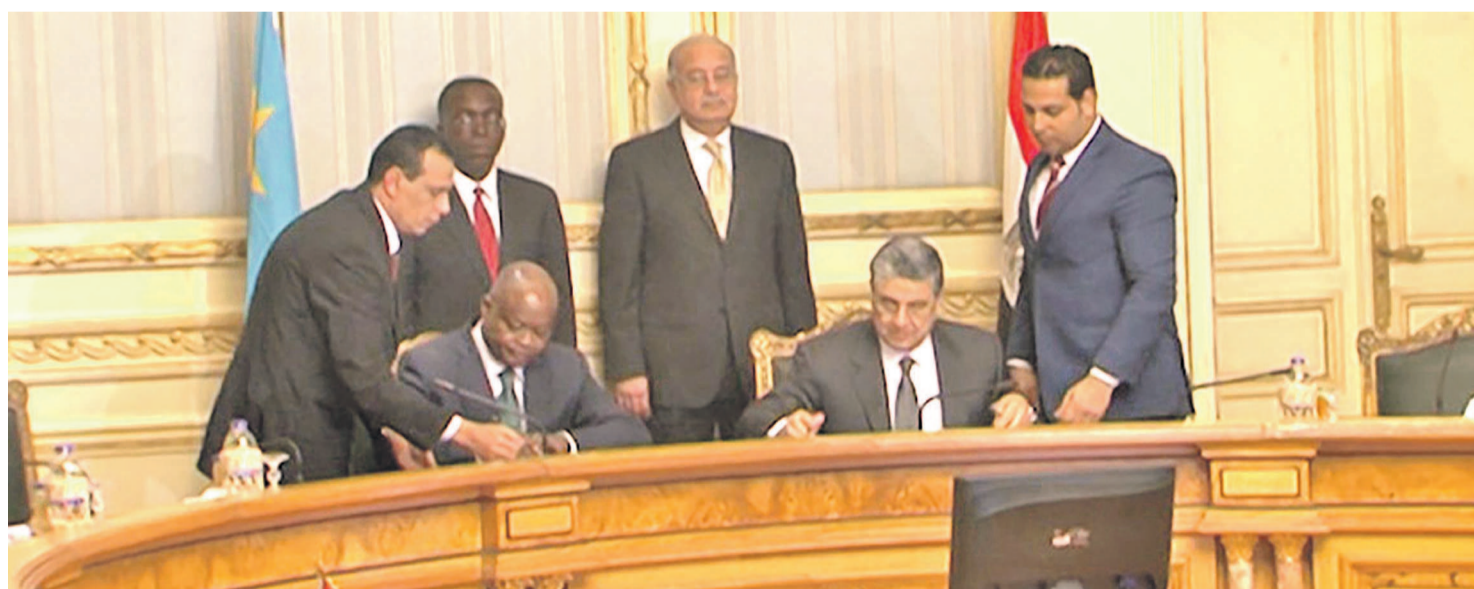
Le leader de l'UDPS, à en croire des sources, n'aurait fait que réitérer à l'émissaire de l'Union africaine (UA) sa prise de position contenue dans sa dernière correspondance adressée à la présidente de la Commission de l'UA. Dans celle-ci, Étienne Tshisekedi a exigé, entre autres, que le dialogue politique en vue ne s'écarte pas des prescrits de l'Accord-cadre d'Addis-Abeba et des dispositions de la Constitution. Quoique rien d'officiel n'ait filtré depuis Bruxelles, des indiscretions laissent entendre que le Togolais Édem Kodjo n'a pas réussi à convaincre l'irréductible opposant quant à participation au dialogue.

Tout en adhérant au projet du dialogue, Étienne Tshisekedi continue de faire une fixation sur le remplacement du bureau de la Céni par d'autres animateurs après consensus tout en réclamant le règlement du contentieux électoral de 2011.

[Page 19](#)

RDC-ÉGYPTE

Plusieurs accords signés au pays des pharaons



Signature des accords

Au cours de son séjour de travail au Caire, la capitale de la République arabe d'Égypte, le Premier ministre Augustin Matata Ponyo a pris une part active à la cérémonie de signatures d'accords de coopération multisectoriels concrétisés par

les ministres concernés présents dont ceux du tourisme et de l'énergie. Plusieurs protocoles de coopération et des mémorandums d'entente dont celui entre l'Autorité générale pour la zone économique du canal de Suez et l'Agence du

projet de développement et de promotion du barrage Inga en RDC ont été signés dans le cadre de la gestion des grands projets infrastructures. Les deux parties ont aussi signé un mémorandum d'entente de coopération en matière de

création d'un centre d'informations et le soutien à la prise de décisions en RDC. Cette visite fait suite à celle du président de la République, Joseph Kabila, au mois d'août dernier.

[Page 20](#)

ÉDITORIAL

Justice vuvuzela

Salut temps pour la Cour pénale internationale ! Des enquêtes ciblant exclusivement des Africains, un bureau du procureur instruisant uniquement à charge, une politique de deux poids deux mesures : les accusations pleuvent sur cette institution qui voit sa légitimité mise en doute partout sur le continent.

Capitale, la question a été posée publiquement lors du récent sommet de l'Union africaine et la voie à un possible retrait en bloc des États africains se trouve désormais ouverte. S'il est vrai que la justice militaire est à la justice ce que la musique militaire est à la musique, la partition de la Cour lors de l'ouverture du procès de Laurent Gbagbo sonnait tellement faux aux oreilles qu'elle a achevé de convaincre nombre de dirigeants africains de joindre leur voix à celle d'Idriss Deby Itno, le nouveau président de l'Union africaine. Et l'on a même vu Alassane Ouattara, en visite à Paris, déclarer que son pays, la Côte d'Ivoire n'enverra plus un seul Ivoirien devant la CPI.

Remarquons avant d'aller plus loin que nous autres, Congolais, avons eu la sagesse d'adopter une Constitution qui nous met à l'abri d'une telle « justice » aux forts relents coloniaux. Dans son article 10, en effet, la nouvelle Loi fondamentale qui nous régit dispose qu'hormis les cas de perte ou de déchéance de nationalité « aucun citoyen ne peut être ni extradé, ni livré, à une puissance ou organisation étrangère, pour quelque motif que ce soit »

Disons-le clairement, il est temps d'arrêter à La Haye le concert que livre la « justice vuvuzela » de la Cour pénale internationale ; la place de cette trompette dans laquelle s'époumonaient les supporters lors de la Coupe du monde de football en 2010 est dans les tribunes, pas dans les prétoires. Et voyons si l'Union africaine saura sortir rapidement du piège dans lequel elle s'est elle-même enfermée. Machine pesante comme toutes les organisations de ce type, elle risque de perdre un temps précieux en discussions inutiles, en négociations stériles, en gesticulations aussi spectaculaires que peu crédibles afin de convaincre la communauté internationale de son bon droit. Or elle a tout à gagner, dans ce domaine comme dans bien d'autres, à affirmer clairement son indépendance face aux « Grands » de ce monde qui ne songent qu'à l'asservir une nouvelle fois.

Les Dépêches de Brazzaville

PRÉSIDENTIELLE 2016

Les bagagistes du beach apportent leur soutien à Denis Sassou N'Guesso

Dans la perspective de l'élection présidentielle du 20 mars prochain, l'Association des bagagistes du beach de Brazzaville (ABB) a joint sa voix, le samedi 6 février, à celles des autres forces vives de la nation, qui ont déjà invité le président de la République sortant, Denis Sassou N'Guesso, à faire acte de candidature.

« Que vous le vouliez ou non, nous membres de l'Association des bagagistes du beach, nous prions de faire acte de candidature à l'élection présidentielle qui pointe à l'horizon », a déclaré le président de l'ABB, Gustave Bongo, devant une foule nombreuse réunie pour la circonstance. C'était en présence du parrain de cette association, Jean-Didier Elongo, directeur général du contrôle des marchés publics. Invoquant les raisons de ce choix porté sur Denis Sassou N'Guesso, Gustave Bongo, le président de l'ABB a dit que sous sa présidence le Congo a toujours été « un havre de paix et de stabilité », bref « un pays uni et indivisible ». Cet appel à la candidature a été appuyé par des cotisations dont le montant s'élève à



Le président de l'ABB, Gustave Bongo prononçant son discours 2- Vue des membres de l'ABB

103.900 F CFA.

Dans son intervention, le parrain de l'ABB a relevé que le choix des membres de l'association est « un choix du cœur et de la raison », dont eux seuls ont la justification. En ce qui concerne la quête pour soutenir leur candidat, Jean-Didier Elongo a relevé qu'elle est « la preuve de ce choix judicieux ». « La quête que vous organisez ce jour est votre marque de reconnaissance à l'endroit du chef de l'Etat, Denis Sassou N'Guesso pour les efforts inlassables qu'il ne cesse de mener en vue du développement intégral de notre pays », a-t-il fait re-

marquer, ajoutant que leur choix était le « meilleur ». Jean-Didier Elongo a, par ailleurs, évoqué la situation difficile que traversent les bagagistes du fait de la fermeture du trafic entre Brazzaville et Kinshasa, qui a heureusement repris depuis quelque temps. Espérant que ce trafic « atteigne sa vitesse de croisière » avec la mise en service des grands bacs et des bateaux. Il s'est dit optimiste parce que les gouvernements du Congo et de la RDC ont « posé les bases de cette reprise », en vue de « redonner vie au site du Port autonome de Brazzaville ».

Nestor N'Gampoula

Les femmes de la Cuvette-Ouest appellent le chef de l'Etat à faire acte de candidature

Dans une déclaration rendue publique le 03 février à Brazzaville, les femmes des six districts du département de la Cuvette-Ouest à savoir Mbama, Mbomo, Kellé, Ewo, Etoumbi et Okoyo, regroupées au sein d'un collectif, ont invité le président de la République à présenter sa candidature à l'élection présidentielle du 20 mars prochain.

Celles-ci ont justifié leur choix sur Denis Sassou N'Guesso par plusieurs raisons notamment, la restauration de la paix au Congo ainsi que la libre

circulation des personnes et des biens sur toute l'étendue du territoire national après les troubles socio-politiques que notre pays a connus durant les années 90 et dont la plupart des victimes se comptent par milliers parmi les enfants et les femmes qui pourtant donnent la vie.

Autres raisons, la métamorphose du département de la Cuvette-Ouest après sa municipalisation accélérée ayant entraîné son désenclavement, grâce aux routes bitumées et les ponts métalliques qui enjambent les cours d'eau et qui étaient jadis causes d'accidents mortels.

Enfin les innovations incluent dans

la nouvelle Constitution et qui contribueront légitimement à l'épanouissement politique, économique et social de la femme congolaise notamment en ce qui concerne la parité homme-femme en son article 17 figurent parmi les raisons ayant conduit les femmes de la Cuvette-Ouest de porter leur choix sur l'actuel président de la République.

Les femmes de la Cuvette-Ouest ont à cette occasion rassuré le chef de l'Etat de leur dévouement et leur disponibilité pour le triomphe de cette cause dont la nation lui sera reconnaissante.

Jean-Jacques Koumbema

LES DÉPÊCHES DE BRAZZAVILLE

Les Dépêches de Brazzaville sont une publication de l'Agence d'Information d'Afrique centrale (ADIAC)
Site Internet : www.brazzaville-adiac.com

DIRECTION

Directeur de la publication : Jean-Paul Pigasse
Secrétariat : Raïssa Angombo

RÉDACTIONS

Directeur des rédactions : Émile Gankama
Assistante : Leslie Kanga
Photothèque : Sandra Ignamout
Secrétaire des rédactions : Jocelyn Francis Wabout
Secrétaire des rédactions adjoint :
Rewriting : Arnaud Bienvenu Zodialo,
Clotilde Ibara, Norbert Biembédi

RÉDACTION DE BRAZZAVILLE

Rédacteurs en chef : Guy-Gervais Kitina,
Thierry Nougou
Service Société : Parfait Wilfried Douniama
(chef de service) Guillaume Ondzé, Fortuné Ibara, Lydie Gisèle Oko
Service Politique : Roger Ngombé (chef de service), Jean Jacques Koumbema, Josiane Mambou Loukoulou
Service Économie : Nancy France Loutoumba (chef de service) ; Lopelle Mboussa

Gassia, Firmin Oyé

Service International : Nestor N'Gampoula
(chef de service), Yvette Reine Nzaba, Tiras Andang

Service Culture et arts : Bruno Okokana
(chef de service),

Hermione Désirée Ngoma, Rosalie Bindika

Service Sport : James Golden Eloué

(chef de service), Rominique Nerplat Makaya

Service Enquête : Quentin Loubou

(chef de service), Rock Ngassakys

Chronique littéraire : Meryll Mezath

(chef de service), Luce Jennyfer Mianzoukouta, Durlly Emilia Gankama

RÉDACTION DE POINTE-NOIRE

Rédacteur en chef : Faustin Akono

Lucie Prisca Condhet N'Zinga, Hervé Brice

Mampouya, Charlem Léa Legnoki,

Prosper Mabonzo, Séverin Ibara

Commercial : Mélaïne Eta

Bureau de Pointe-Noire : Av. Germain

Bikoumat : Immeuble Les Palmiers (à côté

de la Radio-Congo

Pointe-Noire). Tél. (+242) 06 963 31 34

RÉDACTION DE KINSHASA

Directeur de l'Agence : Ange Pongault

Chef d'Agence : Nana Londole

Rédacteur en chef : Jules Tambwe Itagali

Coordinateur : Alain Diasso

Économie : Laurent Essolomwa, Gypsie Oïssa

Société : Lucien Dianzenza, Aline Nzuzi

Sports : Martin Enyimo

Relations publiques : Adrienne Londole

Service commercial : Marcel Myande,

Stella Bope

Comptabilité et administration : Lukombo

Caisse : Blandine Kapinga

Distribution et vente : Jean Lesly Goga

Bureau de Kinshasa : Colonel Ebeya

n°1430, commune de la Gombe / Kinshasa

- RDC - Tél. (+243) 015 166 200

Rédaction de Dolisie : Lucien Mpama

MAQUETTE

Eudes Banzouzi (chef de service)

Cyriaque Brice Zoba, Mesmin Boussa,

Stanislas Okassou

INTERNATIONAL

Directrice : Bénédicte de Capèle

Adjoint à la direction : Christian Balende

Rédaction : Camille Delourme, Noël Ndong,

Marie-Alfred Ngoma

Administration : Béatrice Ysnel

ADMINISTRATION ET FINANCES

Directrice : Lydie Pongault

Secrétariat : Armelle Mounzeo

Chef de service : Abira Kiobi

Suivi des fournisseurs : Farel Mboko

Comptabilisation des ventes, suivi des

annonces : Wilson Gakosso

Personnel et paie : Martial Mombongo

Stocks : Arcade Bikondi

Caisse principale : Sorrelle Oba

PUBLICITÉ

Directeur : Charles Zodialo

Assistante commerciale : Hortensia

Olabouré

Commercial Brazzaville : Rodrigue Ongagna,

Mildred Moukenga

Commercial Pointe-Noire : Mélaïne Eta Anto

DIFFUSION

Directeur : Philippe Garcia

Assistante de direction : Sylvia Addhas

Diffusion de Brazzaville : Guyche Motsi-

gnet, Brice Tsébé, Irin Maouakani

Diffusion Kinshasa : Adrienne Londole

Diffusion Pointe-Noire : Bob Sorel Mombélé Ngon

INFORMATIQUE

Directeur : Gérard Ebami-Sala

Narcisse Ofoulou Tsamaka (chef de

service), Rively Gérard Ebami-Sala, Myck

Mienet Mehdi, Mbengué Okandzé

IMPRIMERIE

Directeur : Emmanuel Mbengué

Assistante : Dina Dorcas Tsoumou

Directeur adjoint : Guillaume Pigasse

Assistante : Marlaine Angombo

Gestion des ressources humaines : Martial Mombongo

Chef de service pré-press : Eudes Banzouzi

Chef de production : François Diatoulou Mayola

Gestion des stocks : Elvy Bombete

LIBRAIRIE BRAZZAVILLE

Directrice : Lydie Pongault

Émilie Moundako Éyala (chef de service),

Eustel Chrispain Stevy Oba, Nely Carole

Biantomba, Epiphany Mozali

Adresse : 84, bd Denis-Sassou-N'Guesso,

Brazzaville - République du Congo

Tél. : (+242) 06 930 82 17

GALERIE CONGO BRAZZAVILLE

Directrice : Lydie Pongault

Hélène Ntsiba (chef de service), Sorel Eta,

Astrid Balimba

ADIAC

Agence d'Information d'Afrique centrale

www.lesdepêchesdebrazzaville.com

Siège social : 84, bd Denis-Sassou-N'Guesso,

immeuble Les Manguiers (Mpila), Brazzaville,

République du Congo / Tél. : (+242) 05 532.01.09

Président : Jean-Paul Pigasse

Directrice générale : Bénédicte de Capèle

Secrétaire général : Ange Pongault

AMÉNAGEMENT DU TERRITOIRE

La corniche sud de Brazzaville ouverte à la circulation

Après plusieurs essais de charge jugés concluants, le président de la République, Denis Sassou N'Guesso, a ouvert au public, le 5 février, le premier tronçon de la route de la corniche au public, entre la Case De Gaulle et le Club nautique Mami Wata, en présence d'une foule immense en liesse. Les travaux exécutés par la société chinoise CRBC (China road and Bridge corporation) ont duré 28 mois, pour un montant de 72 milliards 27 millions FCFA.

Financés par l'Etat congolais, les travaux d'aménagement et de bitumage de la route de la corniche sud de Brazzaville, longue de 2,500 km, ont été exécutés en deux tronçons distincts, sous le contrôle de la mission de contrôle SGI International. Sur le premier tronçon, qui va de la case De Gaulle au Ravin du Tchad, les travaux réalisés ont consisté notamment en l'aménagement d'une nouvelle route à deux voies, dotée d'un terre-plein central d'un mètre, d'un trottoir de quatre mètres du côté du fleuve, et d'un passage de service de 1,5 mètre de large du côté de la ville.

L'ouvrage est composé de deux giratoires de 30 mètres de rayon, dont l'un à la case De Gaulle et l'autre au Ravin du Tchad, avec un pont d'accès de 360 mètres de long ainsi que d'un viaduc. Ce viaduc, qui offre une vue panoramique sur l'ensemble de la zone, est un pont à hauban à tablier courbe, de 500 mètres de rayon et de 545 mètres de long. Il est doté de deux pylônes de 122 mètres



Le chef de l'État coupant le ruban symbolique

de hauteur hors sol ainsi que d'un mur anti bruit placé du côté de la ville, sur 905 mètres de long.

Déchristianisé pont du 15 août 1960, le viaduc de la corniche, construit en tenant compte des technologies actuelles, est pourvu de 120 haubans de long variant entre 65 et

168 mètres, illuminés de nuit aux couleurs nationales : Vert-jaune-rouge. Du point de vue technique, ce pont en hauteur est soutenu par 108 pieux de 2 m de diamètre ; de 24 pieux de 1,2 m de diamètre ; de 240 amortisseurs internes.

S'agissant du deuxième

tronçon, qui va du Club nautique Mamie Wata au Ravin du Tchad, long de 1,300 km, les travaux effectués ont consisté à la requalification de l'ancienne route, ainsi

quatre jours et se sont avérés concluants car au total 20 camions de 30 tonnes chacun, soit 600 tonnes ont été portés simultanément sans incidents. Saluant la qualité de l'ouvrage, le ministre de l'Aménagement du territoire et de la délégation générale aux grands travaux, Jean Jacques Bouya classe le pont du 15 août 1960 en deuxième rang mondial des ponts à hauban à tablier courbe mondiaux, après le pont Tenerez, dans le département du Finistère en France.

Pour le ministre de l'Équipement et des travaux publics, Emile Ouosso, l'ouverture de cette route permettra la fluidité du trafic dans la ville. Le député maire de Brazzaville, Hugues Ngouélondélé a, pour sa part, annoncé que dans les tout prochains jours, la mairie publiera un arrêté interdisant la circulation automobile sur ce tronçon tous les dimanches de 6h à 18h, afin de permettre à la population de contempler l'ouvrage. Rappelons que les travaux de construction du deuxième tronçon de cette route qui reliera la Case de Gaulle au Pont du Djoué sont en cours.

Firmin Oyé

LE FAIT DU JOUR

Partis politiques : l'épreuve de conformité à la loi

Le 3 février dernier, dans une salle de conférence de la préfecture de Brazzaville affichant comble, le ministre de l'Intérieur et de la décentralisation, Raymond Zéphirin Mboulou, s'était donné rendez-vous avec les dirigeants des partis, groupements et associations politiques pour parler de la mise en place de la Commission nationale électorale indépendante (Cnei). Annoncé lors du Conseil des ministres du 24 décembre 2015, cet organe attendu par tous pour rendre consensuelle l'organisation des élections au Congo a été institué au terme d'une loi promulguée, le 23 janvier, par le chef de l'Etat après son adoption par l'Assemblée nationale et le Sénat.

Un décret présidentiel signé, le 1er février, définit l'organisation, le fonctionnement et la désignation des membres de la Cnei. De portée générale évidemment, ce décret doit être consolidé par la nomination des personnes chargées d'animer la structure ; des personnes dûment désignées par les partis et associations qui concourent à l'expression

du suffrage universel comme l'indique la loi. On a appris que ces derniers traînent les pieds pour choisir les hommes et les femmes qui devront les représenter dans les différentes instances de la Cnei. D'où l'appel lancé en leur direction par Raymond Zéphirin Mboulou : « Si, au plus tard, lundi 8 février, les propositions de noms ne parviennent pas au ministère de l'Intérieur, je reconduirai sans autre recours les fonctionnaires qui exercent jusqu'alors au sein de la Commission nationale d'organisation des élections. » A bon entendre !

Dans un second avertissement, le ministre de l'Intérieur et de la décentralisation a presque chatouillé ses interlocuteurs. Sur le point précis, disons sensible, de la conformité des partis politiques à la loi qui les institue. Telles qu'elles naissent, grandissent, et disparaissent, le cycle de vie des formations politiques congolaises est une véritable incertitude. Il serait, en effet, difficile de dire qu'elles remplissent les conditions édictées par la loi n°21-2006, du 21 août 2006, qui en organise les activités. Prenons le cas de l'article 9 de cette

loi, qui stipule : « Les partis politiques, outre le siège national, doivent avoir des membres et des sièges permanents dans tous les départements ». Prions ensemble de bonne foi et restons mesuré sur leur nombre exact pour dire que sur la centaine de partis de l'aréopage congolais on trouverait moins d'une demi-dizaine pour revendiquer une telle performance.

Comme s'ils savaient ses invités pris à leur propre jeu, le ministre leur rappelait que tous les partis politiques impliqués dans le processus électoral devraient pouvoir être représentés dans les 111 circonscriptions répertoriées sur le territoire national. Ceci pourrait-être une raison valable de mieux veiller sur les scrutins à venir, et donc minimiser les risques de contestation souvent violente des résultats électoraux. Et le ministre d'enfoncer le clou en indiquant que la loi n'autorise pas le « parachutage » de délégués dans telle ou telle circonscription. En clair, si un parti X n'est implanté en tout et pour tout que dans la localité Y, il ne pourrait pas désigner son militant de cette

localité Y pour le représenter dans la circonscription électorale de la ville Z. Raymond Zéphirin Mboulou en profitait alors pour demander aux partis dont l'application de la loi pourrait fragiliser l'existence de faire comme des entreprises en crise : « Alors regroupez-vous, au risque de disparaître ! ».

Il n'est pas certain que le ministre de l'Intérieur soit suivi sur cette voie. L'absence de compétitivité des partis politiques congolais sur le territoire national est un problème profond. On ne sait pas s'il ne tire pas sa source du peu d'engagement d'une classe politique abonnée au repli sur soi de ses principaux animateurs. Parce qu'ils n'arrivent pas à se remettre en cause, parce qu'ils ne parviendront pas facilement à créer des structures à cheval sur les douze départements du pays, parce qu'ils n'auront pas les ressorts fédérateurs démocratiques nécessaires pour se regrouper. En attendant, la loi risque de frapper avec rigueur. Dans une certaine mesure, pour tenter d'aseptiser un environnement politique par trop confus.

Gankama N'Siah

Caisse de Retraite Des Fonctionnaires

COMMUNIQUE

Le Directeur Général de la Caisse de Retraite des Fonctionnaires (CRF) invite tous les pensionnés relevant de son administration, non recensés lors des collectes réalisées dans le cadre de l'Audit des titres des arriérés et arrérages de pension, à se présenter au plus tard le 12 février 2016 (dernier délai), munis de l'original de leur titre de pension dans les différents sites suivants :

Direction Générale de la CRF à Brazzaville,
Direction Générale de la CCA à Brazzaville et à l'antenne de Pointe-Noire,
Toutes les Directions Départementales de la CRF.

Il est rappelé que ceux qui ne se présenteront pas dans les délais requis ne seront pas pris en compte.

Fait à Brazzaville le, 04 février 2016
Le Directeur Général ;

Albert OTINA



AGS INTERNATIONAL
Medical and Evacuation Services

Pour tous vos soucis de santé et pour un suivi et un résultat efficace une seule entreprise à votre disposition vers l'Afrique du Sud, AGS International Medical and Evacuation Services :

Quels sont nos services :

- Evacuation sanitaire ordinaire et par avion médicalisé
- Démarche administrative pour l'obtention d'un visa médical
- Hébergement, nutrition, transport et prise de rendez-vous
- Assistance médicale
- Conseil et orientation des malades
- Assurance maladie et assurance étudiant (sur le territoire sud africain)

ANNONCE

- Vente et fourniture d'équipements médicaux sur commande
- Rapatriement des dépouilles mortelles vers les pays d'origine
- Formation du personnel médical

Pour de plus amples renseignements nous contacter à :

Brazzaville : 21 Rue Bandas, Avenue des beaux parents / Poto-poto / Tél : +242 05 599 99 99

Pointe-Noire : Tél +242 06 857 03 80

KINSHASA Représentation ALTIUS

370 Avenue Kababasele Tsiamala (Ex Flambeau)

Kinshasa - Gombe

Tél : +243 818 883 174 / +243 844 678 700

Votre santé c'est notre préoccupation

PRÉSIDENTIELLE 2016

Guy-Brice Parfait Kolélas investi candidat de la Codeha

Bien qu'étant le secrétaire général du Mouvement congolais pour la démocratie et le développement intégral (MCDDI), Guy-Brice Parfait Kolélas se présentera au scrutin présidentiel du 20 mars prochain sous le label de la Convention des démocrates humanistes africains (Codeha).

La cérémonie de son investiture a eu lieu le 6 février à Brazzaville, en présence des militants du MCDDI et des leaders de l'opposition. Les partis signataires de la Codeha, qui naquit en 2009 sous la présidence de Bernard Kolélas, ont décidé de soutenir ce leader de l'opposition. Ainsi se sont-ils engagés à faire aboutir les objectifs fixés par le Front républicain pour le respect de l'ordre constitutionnel et l'alternance démocratique (Frocad) et de l'Initiative pour la démocratie au Congo (IDC).

Pour la circonstance, le secrétaire général du MCDDI et secrétaire permanent de la Codeha portera les couleurs de cette dernière, que sont une jarre d'eau fraîche, symbole de la renaissance et de l'espérance. En dépit de l'absence d'un recensement avec émission des cartes d'électeurs biométriques, qui selon lui jette un doute sur la fiabilité du fichier électoral, Guy-Brice Parfait Kolélas s'engage à livrer cette bataille. « Malgré ces imperfections, nous avons décidé de participer à cette élection présidentielle, car



Une vue des militants dans la salle des congrès

nous sommes convaincus que l'alternance politique est possible au Congo. Nous espérons que la présence du bulletin unique est un point positif qui peut atténuer la fraude. Oui je m'engage

à livrer cette bataille tout en sachant que les conditions dans lesquelles vont se dérouler ce scrutin présidentiel ne sont pas bonnes », a-t-il indiqué.

Dans un discours allégorique,

Guy Brice Parfait Kolélas déclare que « Ne pas porter pour ce combat politique, les couleurs du MCDDI n'est pas une fatalité,

lors de ce combat que nous allons livrer le 20 mars, l'Eternel combattra à nos côtés. Oui je suis convaincu que l'Eternel sera notre lumière ».

Aussi, a-t-il dévoilé les grandes lignes de son projet de société qui selon lui, est le plan « parfait » pour le redressement du Congo. De manière succincte, ce projet est l'apologie de l'humanisme intégral. Il prône une bonne gouvernance démocratique, économique et judiciaire. « La paix n'est pas seulement l'absence de guerre, un peuple qui a faim et a soif... n'est pas en paix. Une jeunesse plongée dans un chômage endémique n'est pas en paix. Un pays qui croit sous le poids de la corruption n'est pas en paix. Unissons nos efforts afin d'être ce bouclier de sauvetage pour le Congo », a-t-il déclaré, avant d'exhorter ses militants et sympathisants à aller se faire inscrire massivement sur les listes électorales. « Ayez foi en vous, en nous. Je veux que vous soyez plus nombreux lors de l'ouverture de la campagne présidentielle et encore plus nombreux le jour du vote. Vous devez aller voter, car notre victoire est à ce prix », a-t-il conclu.

Josiane Mambou Loukoula

Alexis Bongo se déclare candidat indépendant

Le présentateur de l'émission « Homéostasie » sur DRTV, Alexis Bongo, a déclaré le 5 février sa candidature à l'élection présidentielle du 20 mars, à l'occasion d'une conférence de presse organisée au siège de la préfecture de Brazzaville.

Chrétien kimbanguiste, Alexis Bongo a indiqué que son église étant apolitique, il n'est pas interdit, par contre, à ses fidèles de s'engager in-



dividuellement à la politique si leur action vise à contribuer au bien-être de la communauté. Il a choisi un projet de société révélateur et ambitieux intitulé : « Le Congo nouveau ».

Le potentiel président de la République n'est ni à l'opposition ni à la majorité, moins encore au centre, il place son action dans une ligne originale de vouloir faire la politique autrement. Il a argumenté que même si le chef de l'Etat n'a pas une majorité à l'Assemblée nationale, il peut bien diriger pourvu qu'il reconnaisse les droits et devoirs de l'opposition et de la majorité.

C'est ainsi qu'il propose, qu'une fois élu, un ministre du culte sera nommé au gouvernement

pour servir de trait d'union entre l'Etat et les Églises, en tant qu'institution qui véhicule la morale dans la société.

Alexis Bongo propose, en outre, dans son projet de société une présidence tournante entre les départements. Il opte, de ce fait, pour un gouvernement ayant deux ministres par département tout en respectant, a-t-il insisté, la parité homme/ femme.

Le candidat se propose de mettre en pratique son éducation chrétienne au service de la nation pour offrir aux Congolais une gestion de la cité axée sur le respect des principes de justice, d'équité et de partage. Il envisage, à cet effet, de lutter contre le tribalisme, le régionalisme et la corruption. Ces antivaleurs sont, selon lui, des freins au développement du Congo.

À la question de savoir s'il a déjà obtenu son cautionnement de vingt-cinq millions FCFA pour sa candidature ou s'il compte sur les cotisations des tierces personnes comme les autres candidats, Alexis Bongo n'a pas répondu clairement à la question. Il a, par contre, déploré le montant très élevé, proposé par l'État, pour être candidat à l'élection présidentielle. « Une personne qui a plein d'idées de développer le pays peut être butée à trouver le montant exigé et c'est le Congo qui perd un bon dirigeant », a-t-il déclaré.

Alexis Bongo compte sur le soutien de Dieu et de sa femme. Le candidat a sollicité, par ailleurs, que la Cour constitutionnelle valide sa candidature, afin qu'il se mesure d'ardeur avec les autres prétendants à la magistrature suprême.

Le journaliste de DRTV a précisé qu'il caressait depuis 2011 son rêve d'être candidat à l'élection présidentielle de 2016. C'est ainsi qu'il a dévoilé en public ses échanges épistolaires avec ses copains depuis cette année pendant qu'il se trouvait à Paris en France.

Roger Ngombé

Clément Miérassa annonce sa candidature

Candidat malheureux en 1992, le président du Parti social-démocrate congolais (PSDC) tentera à nouveau sa chance pour la quatrième fois consécutive, au scrutin présidentiel du 20 mars prochain. Clément Miérassa devient à ce jour, le quatrième candidat de l'opposition dite radicale, réunie au sein de la plateforme IDC-Frocad.

Clément Miérassa a annoncé sa candidature le 6 février à Brazzaville, devant la presse nationale et internationale, en présence de ses militants. Dans son mot de circonstance, le président du PSDC dit avoir déclaré sa candidature sous la pression de sa base, notamment des militantes et militants de son parti, assoiffés de voir leur président à la magistrature suprême.

« C'est au regard des conclusions issues de la convention Frocad-IIDC que les militantes et militants du PSDC m'ont invité à faire acte de candidature pour la présidentielle de 2016, en m'exhortant d'y répondre favorablement. J'ai pris sur moi le temps d'y réfléchir, et de procéder à quelques consultations, tout en mesurant le poids de la responsabilité qui m'engageait », a affirmé Clément Miérassa.

Répondant aux questions des journalistes sur les motivations qui l'ont conduit à se présenter à nouveau à ce scrutin décisif, le président du PSDC a affirmé qu'il a un projet de société à soumettre au peuple congolais.

Dans ce programme de société, dont il a décliné quelques axes prioritaires, Clément Miérassa propose en premier, la tenue en urgence des états généraux de la nation, les retrouvailles que l'opposition

continue de réclamer, malgré la tenue du dialogue de Sibiti.

Une fois élu président de la République, l'opposant indique qu'il créera les conditions d'une bonne réconciliation, avant de s'atteler à la restauration de la démocratie et de l'Etat de droit.

De même, il promet mener une guerre acharnée contre toutes sortes d'antivaleurs, en mettant en place une cour de



répression de l'enrichissement illicite. Clément Miérassa accordera une attention particulière aux conditions de vie des populations. Pour permettre la bonne tenue de l'élection présidentielle du 20 mars, le candidat du PSDC, qui a déploré la hausse des frais de candidature, a invité les Congolais en général, et les militants de l'opposition en particulier, à aller se faire inscrire sur les listes électorales.

Firmin Oyé

ACCÈS AUX RESSOURCES NATURELLES

Une stratégie nationale en cours d'élaboration

Afin de réglementer l'accès aux ressources naturelles et de permettre aux communautés locales ainsi qu'au peuple autochtone de tirer profit des revenus découlant de leur transformation, le Congo s'est engagé à élaborer une stratégie nationale.

C'est l'objectif de l'atelier portant sur la mise en œuvre de l'accès aux ressources génétiques et au partage des avantages (Apa), organisé le 4 février à Brazzaville, par la Commission des forêts d'Afrique centrale (Comifac), en partenariat avec la Giz. Outre la question sur le partage des bénéfices, cette stratégie servira aussi de cadre d'orientation à travers lequel, le Congo pourrait atteindre les objectifs qu'il s'est fixés concernant le développement de capacités en matière d'APA, la mise en place d'un cadre juridique et institutionnel, le développement des mécanismes de participation des parties prenantes ainsi que la valorisation des ressources génétiques et des savoirs traditionnels associés.

« L'adhésion des pays de la Comifac à la convention sur la diversité biologique ex-



Michel Elenga au centre, présidant l'ouverture de l'atelier

prime l'engagement de nos pays à freiner progressivement la perte et l'appauvrissement de la biodiversité.

Malgré cette initiative, ces ressources issues de la biodiversité ne cessent de subir une forte pression anthropique »,

a déclaré le directeur de cabinet du ministre de l'Economie forestière et du développement durable, Michel Elenga, ouvrant

ont été élaborées, et des textes réglementaires pris. Dans la sous-région, la stratégie sur l'accès et le partage des avantages découlant de l'utilisation des ressources génétiques a permis aux pays de la Comifac d'impulser la mise en œuvre du protocole de Nagoya.

Etant un des objectifs de base de la convention de la diversité biologique, ce protocole a été adopté en 2010. Pour mener des actions nécessaires pour sa mise en œuvre, le gouvernement du Congo a ratifié ce protocole au mois de mai 2015.

Intervenant à l'ouverture de cet atelier, le coordonnateur national adjoint de la Comifac, Germain Kombo, a rappelé qu'en vue de conserver la biodiversité et de lutter contre les effets du réchauffement climatique, cette organisation accompagne ses pays membres dans l'élaboration des politiques et la mise en œuvre des initiatives relatives à la gestion durable des ressources forestières.

Lopelle Mboussa Gassia

les travaux dudit atelier. Notons que pour faire face à cette pression, des stratégies

DÉVELOPPEMENT AGRICOLE

Un nouveau projet en préparation

Outre l'objectif d'inciter la population à l'activité agricole, le gouvernement toujours en partenariat avec la Banque mondiale (BM) mettra en place un autre projet de développement agricole avec un objectif encore plus spécifique, à savoir : apporter une assistance financière aux opérateurs agropastoraux afin de développer l'agriculture commerciale.

Pour déterminer, d'entrée de jeu, les besoins de ces opérateurs évoluant dans le domaine de l'agriculture, l'élevage la pêche et l'aquaculture, le gouvernement et la Banque mondiale ont échangé le 5 février, avec les concernés.

Par la même occasion, la Banque mondiale a profité de faire une évaluation du Projet d'appui de développement agricole et de réhabilitation des pistes rurales (Pdar) qui est en financement additionnel de 5.250.000.000

FCFA, et dont la fin devra intervenir au mois de juin prochain.

« Si un privé veut faire une fa-

« Si un privé veut faire une fabrication d'aliments de bétail, l'Etat, par le truchement de la BM va donner une partie du financement. Le privé apportera aussi une contrepartie »,

brication d'aliments de bétail, l'Etat, par le truchement de la BM va donner une partie du financement. Le privé appor-

tera aussi une contrepartie », a expliqué le coordonnateur du Pdar, Isidore Ondoki.

Interrogé sur le nom de ce futur projet qui substituera le Pdar ainsi que sa date de démarrage, Isidore Ondoki a souligné que rien

des deux n'était encore retenu. Car, selon lui, il n'est pas évident que le financement additionnel du Pdar prenne fin à la date convenue. « Les activités à réaliser sont encore nombreuses ; les achever en trois mois n'est pas certain », a-t-il déclaré. Pour désenclaver les pistes de production et permettre aux opérateurs agropastoraux de sortir leur production vers les grands centres de consommation, le futur projet se poursuivra avec la réhabilitation des pistes agricoles. Le désenclavement des bassins de pêche fera également partie de nos missions.

Grâce au financement additionnel, le Pdar avait inscrit dans

son agenda de 2015, plusieurs activités agricoles visant à inciter la population à l'activité agricole et à faciliter l'évacuation de leurs produits vers les grands centres urbains. Lancé en 2008, le PDARP vise à améliorer les capacités des personnes pauvres vivant en zone rurale ; à accroître leurs revenus grâce à la mise au point et à la promotion des techniques agricoles améliorées ; améliorer des infrastructures de marché et de réhabilitation des pistes agricoles ; formuler et mettre en œuvre des politiques et programmes de dépenses agricoles axés sur la réduction de la pauvreté.

L.Mb.G.



DES FORMATIONS POUR BOOSTEZ VOTRE CARRIÈRE !

À Brazzaville et à Pointe-Noire, ci-dessous le programme. Contactez-nous aux coordonnées suivantes :
Tél. 06 913 81 45/06 859 76 20 - Email : inscription@iprc-training.org | gky@iprc-training.org

INTITULE DE LA FORMATION	DUREE	PERIODE
La coopération décentralisée	03 jours	8-10 février
Planification, budgétisation, exécution et contrôle de projet-niveau 2 (les fondamentaux)	05 jours	8-12 février
Gestion et fonctionnement des instances représentatives du personnel	03 jours	8-10 février
Evaluer l'efficacité de vos actions de communication	03 jours	10-12 février
Les techniques de recouvrement des créances	03 jours	8-10 février
Administratifs et secrétaires de direction	03 jours	10-12 février
Gestion efficace des archives et classements	04 jours	8-11 février

SCIENCE ET TECHNOLOGIE

L'ONG Yekolab prime trente finalistes en Tic

Trente étudiants finalistes ont reçu, le 05 février à Brazzaville, de l'organisation non gouvernementale (ONG) Yekolab, les certificats en technique d'information et de la communication (Tic).

Les options de leur formation ont porté sur la connaissance du langage de programmation, de développement mobil, d'administration système réseau, web designer ainsi qu'en réseaux et système d'information.

Sur l'ensemble du territoire national congolais, ces options ne sont pas enseignées par l'ONG Yekolab, faute de filière développant l'application à l'Université Marien Ngouabi (UMNG).

« Ces jeunes formés ont la possibilité de construire des applications web ou mobile qui vont rivaliser Facebook et Whatsapp. Ils forment donc la première génération des développeurs mobiles au Congo », a commenté Max Bonbhel, président de l'ONG Yekolab.

En formant les étudiants dans les métiers des Tic, l'ONG Yekolab a réussi à placer 72% de jeunes dans les entreprises de Brazzaville.

L'initiative consistant à appuyer ces formations en techniques d'information et de communication est de l'Agence de régulation des postes et des communications électroniques (ARPCE), qui est même le premier partenaire de l'ONG Yekolab.

« Nous croyons ici que ces initiatives des jeunes peuvent changer leurs vies au moyen de l'apprentissage et en leur offrant des formations pratiques les aidant à l'insertion sociale ainsi qu'à la création de l'emploi », a indiqué Yves Castanou, directeur de l'ARPCE.

Très curieux des options de formation de ces finalistes, le ministre Hellot Matson Mampouya, en charge des Postes et télécommunications, a fait le déplacement de son cabinet pour assister à cette cérémonie de congratulation de ces finalistes.

Pour la circonstance, il a indiqué : « Je suis heureux de constater qu'au Congo, il y a des jeunes qui ont vocation de nous aligner aux diapasos des grandes nations du monde. Je loue cette initiative généreuse chargée à la fois de solidarité et d'altruisme ». Enfin, le ministre des Postes et télécommunications s'est félicité du projet et a encouragé leurs initiateurs.

Fortuné Ibara

VIE ASSOCIATIVE

La Caresco lance un appel à la maturité politique

La Coordination des associations et réseaux de la société civile du Congo (Caresco) a rappelé, le 05 février à Brazzaville, les acteurs politiques, la société civile et le gouvernement de la République, la nécessité de préserver la paix sociale et l'unité nationale.

Dans une déclaration intitulée « appel de la Caresco », cette plate-forme de la société civile est convaincue de jouer un rôle incontournable de veille sociétale.

La Caresco a rappelé aux acteurs précités, l'irréversibilité de l'option démocratique prise par les Congolais, le recours au dialogue comme unique moyen de règlement des conflits et l'égal accès aux médias d'Etat de toutes les sensibilités politiques.

« La Caresco, invite les acteurs politiques à respecter scrupuleusement le choix des populations congolaises une fois opéré à travers les urnes. Toute contestation des résultats devrait être engagée pacifiquement conformément aux procédures édictées par les lois et règlements

de la République, ceci au grand bénéfice de la jeune démocratie congolaise. Le dialogue dont les vertus constituent des gages de la cohésion et de la concorde nationales », souligne la déclaration.

S'agissant des opérations et activités préélectorales, elle a évoqué l'implication de toutes les parties de manière paritaire à participer à la révision des listes électorales et ce, sans remettre en cause les délais d'organisation des élections, notamment celle de la présidentielle du 20 mars 2016.

« La Caresco invite ardemment la classe politique congolaise et notamment les candidats à la présidence de la République à mener une campagne civilisée, expurgée d'insultes, d'invectives, de calomnies, de menaces ou d'incitations à la violence et à faire preuve de plus de retenue en s'interdisant les initiatives belliqueuses ou belligères qui mettraient

en péril la vie, la quiétude des paisibles et innocentes populations congolaises », peut-on lire dans la déclaration. Pour les opérations et les activités préélectorales, l'institution sociétale souhaite la libre circulation des acteurs politiques sur toute l'étendue du territoire national et la neutralité de la force publique.

« La Caresco encourage vivement les citoyens congolais en âge de voter à se faire enrôler sur les listes électorales et à exercer leur droit de vote le 20 mars 2016 afin d'élire en toute liberté, sans pression aucune, le président de la République de leur choix », ajoute le document.

Par ailleurs la Caresco a exhorté le gouvernement de la République à faire respecter avec fermeté et rigueur la loi sur les partis politiques au Congo d'une part et d'autre part à sécuriser au mieux possible les populations congolaises avant, pendant et après les scrutins.

F.Ib.

COMMUNIQUE

Dans le cadre de la mise en œuvre du projet de Développement des Compétences pour l'Employabilité (PDCE) mené par l'Association Pointe-Noire Industrielle (APNI), il est prévu des formations et l'accompagnement gratuits, financés par la Banque Mondiale au profit des gérants d'activités génératrices de revenus (AGR) : couturiers, soudeurs, coiffeurs, mécaniciens, électriciens, commerçants etc.

Hommes ou femme, les bénéficiaires doivent :

- Etre de nationalité congolaise ;
- Etre âgé entre 18 et 39 ans ;
- Avoir son propre atelier dans l'exercice de son activité.

Pour les inscriptions, veuillez contacter les numéros :

06 658 18 07/ 06 635 55 85

RÉFUGIÉS DE LA LIKOUALA

Un mémorandum des besoins non couverts présenté à l'ambassadeur de France

Les besoins prioritaires non couverts des réfugiés ont été présentés à l'ambassadeur de France, Jean-Pierre Vidon, lors de la visite qu'il a effectuée du 1^{er} au 3 février dans la Likouala, notamment à Bétou puis à Impfondo, chef-lieu de ce département.

La non-assistance en vivres du PAM à plus de 3.000 réfugiés centrafricains de Moualé, Thany et Mokabi, la construction de 250 nouveaux abris pour les réfugiés, l'implantation de 18 puits d'eau potable font partie de ces besoins. S'y ajoutent le recrutement de 25 enseignants supplémentaires à l'école primaire, le financement des cours d'alphabétisation, la prise en charge des enfants malnutris, la construction et équipement d'un cyber café et d'un lycée. Selon un communiqué, le diplomate français a « pris l'engagement » de « remonter » le mémorandum de ces besoins non couverts au Ministère des Affaires étrangères et du Développement international à Paris. Plusieurs activités ont ponctué la visite de l'ambassadeur à savoir : la rencontre avec les autorités locales, les acteurs humanitaires et le Comité national d'assistance aux réfugiés (CNAR) au Bureau du Haut-Commissariat des Nations unies pour les Réfugiés à Bétou, la visite des infrastructures sanitaires, du site des réfugiés et du centre de formation

professionnelle. Hormis cela, un don d'un lit d'opération a été fait au Centre de santé intégré de Bétou qui accueille en moyenne 2500 nouvelles consultations par mois comprenant des réfugiés et la population locale.

Au cours d'une réunion avec les acteurs humanitaires, les opérations du Haut-commissariat des Nations unies pour les réfugiés (UNHCR) et du Programme alimentaire mondial (PAM) portant sur la protection et l'assistance des réfugiés ont été présentées. Il ressort de cette présentation que 16.285 réfugiés de la République centrafricaine, 4.160 de la République démocratique du Congo et 81 du Rwanda ont été vérifiés lors de l'enregistrement biométrique en fin 2015 dans la zone de Bétou.

Par ailleurs, des visites guidées ont été organisées à l'endroit du diplomate. Elles se sont déroulées au Centre d'apprentissage catholique Likouala Timber. Dans ce centre, sont dispensés des cours de mécanique, de menuiserie, de couture, d'électricité-bâtiment, de maçonnerie, d'hôtellerie et d'initiation



L'ambassadeur s'entretenant avec le sous-préfet, le responsable de Likouala Timber et le Père Lucien

à l'informatique. Environ 200 réfugiés y sont inscrits. S'en est suivie la visite de l'entrepôt des vivres du PAM et celle du Centre de santé intégré (CSI) de Bétou, appuyé par le personnel médical de Terre Sans Frontières (TSF), partenaire de l'UNHCR, qui reçoit aussi les malades en provenance du district d'Enyellé. Le déficit en lits d'opération chirurgicale a été comblé avec la do-

nation, par l'UNHCR, d'un nouveau lit. Cette remise a été faite par l'ambassadeur de France au nom des bailleurs de l'UNHCR,

ré que la France, aux côtés de la Communauté internationale et la République du Congo, pays hôte des réfugiés œuvrent éga-

dont son pays fait partie.

Au site, le 15 avril, le diplomate français a visité le Centre d'alphabétisation des réfugiés, qui est une initiative communautaire. Il a exhorté les réfugiés à travailler la main dans la main et à participer au choix des futurs dirigeants de la RCA afin de contribuer au retour de la paix et de la stabilité dans leur pays. Jean-Pierre Vidon a assu-

lement dans ce sens.

En 2015, la France est venue en aide aux réfugiés centrafricains dans les pays limitrophes à hauteur de 800 millions de francs CFA. En ce qui concerne Jean-Pierre Vidon, il faut signaler que le département de la Likouala était le seul qu'il n'avait pas encore visité depuis sa prise de fonctions en 2014.

Nestor N'Gampoula

VIE ASSOCIATIVE

Moungali plus que solidaire

Les habitants du quatrième arrondissement de Brazzaville, Moungali, sont désormais regroupés au sein d'une organisation apolitique dénommée « Bana Moungali solidarité ».

La sortie officielle de cette mutuelle d'entraide et de soutien a eu lieu le 31 janvier à Brazzaville. Elle est dirigée par Jeanne Yandza-Ngala alors que Serge Ikiemi assure la présidence d'honneur.

Bana Moungali solidarité est née du désir des habitants de cet arrondissement de vouloir dépasser la cellule familiale parce qu'elle a montré ses limites dans la satisfaction effective des attentes de ses membres.

La mutuelle « Bana Moungali solidarité » est ouverte à toute personne née dans cet arrondissement. « Un natif de Moungali qui habite actuellement un autre arrondissement peut adhérer à la mutuelle pourvu qu'il prouve son attachement à cette partie de la ville de Brazzaville », indiquent les documents fondamentaux de l'organisation.

Roger Ngombé

BURUNDI

L'Union africaine dépêche cinq chefs d'Etat à Bujumbura

Les présidents Mohamed Ould Abdel Aziz de Mauritanie, Jacob Zuma d'Afrique du Sud, Ali Bongo du Gabon, Macky Sall du Sénégal et le Premier ministre éthiopien Hailemariam Desalegn se rendront à Bujumbura, la capitale burundaise d'ici au 20 février.

Selon le chef d'Etat tchadien et nouveau président en exercice de l'Union africaine, Idriss Déby Itno, qui a annoncé la composition de cette délégation de haut niveau décidée après consultation, ces dirigeants africains cités supra ont été désignés pour « tenter de convaincre leur homologue burundais d'accepter le déploiement d'une force d'interposition dans son pays en crise ».

La délégation des cinq chefs d'Etat devra donc tenter de convaincre que leur mission vise avant tout « le désarmement des milices, la protection des civils en coopération avec les forces de police locales, la facilitation du travail des observateurs des droits de l'Homme », comme le disait récemment le Commissaire de l'UA à la paix et à la sécurité Smail Chergui.

De ce fait, la mission des chefs d'Etat aura aussi pour priorité de convaincre Pierre Nkurunziza de revenir à la table de négociations avec toutes les parties au conflit puisque le dialogue interburundais, brièvement relancé fin décembre, est actuellement au point-mort.

En fin janvier, lors de son dernier sommet, l'UA avait renoncé à envoyer dans l'immédiat une force de maintien de la paix au Burundi. Cette décision était prise compte tenu de la réticence de plusieurs chefs d'Etat africains. Une fois déployée, la force de l'organisation panafricaine, dont le principe avait été pourtant acquis à la mi-décembre, devra tout faire pour enrayer le cycle de violences qui pourraient déboucher sur des massacres à grande échelle dans ce pays.

A Addis-Abeba, les chefs d'Etat et de gouvernement avaient finalement estimé que le déploiement de la Mission africaine de prévention et de protection au Burundi (Maprobu), forte de

5.000 hommes, ne pourrait être déployée sans le consentement de Bujumbura. Cette décision était admise par tous puisque le président burundais, Pierre Nkurunziza, s'est jusqu'à présent montré catégoriquement opposé à cette force, qu'il qualifie d'ailleurs de « force d'invasion ».

Depuis le début de la crise burundaise, plus de 400 personnes ont été tuées. Ce qui a poussé quelque 230.000 personnes à l'exil dans des pays voisins et ailleurs. Les organisations de défense des droits de l'Homme soulignent que la capitale burundaise est actuellement le théâtre de nombreuses exécutions extrajudiciaires, d'accrochages nocturnes réguliers. Cette situation a lieu alors que les auteurs du coup d'Etat avorté en mai ont promis de renverser le gouvernement par les armes, pour éviter que l'histoire se répète dans ce petit pays des Grands Lacs qui était marqué par une guerre civile meurtrière avec un bilan de 300.000 morts entre 1993 et 2006.

N.N'G.

CHANGEMENT CLIMATIQUE

Alerte mondiale sur la hausse des océans et la famine en Afrique subsaharienne

Une rencontre scientifique se tient à l'Unesco pour étudier l'évolution du niveau de la mer où prennent part 150 experts français et francophones.

Les thèmes sont : « l'observation du niveau marin au profit de la recherche » ; « les surcotes marines » ; et l'évolution du niveau de la mer ». Les données des satellites montrent que le niveau des mers a grimpé deux fois plus vite qu'on ne le pensait, soit 1,4 millimètre par an depuis 2002. Cette hausse serait la conséquence de pollution du passé.

Et l'observation du niveau de la mer semble essentielle pour appréhender par exemple les effets du changement climatique, comme l'évolution du niveau marin ou pour estimer ses possibles liens avec l'activité humaine notamment à travers les études portant sur les surcotes marines. Des satellites ont montré, en 2015, une accélération de la fonte des glaciers aux pôles. Ce qui aura un effet direct sur la montée du niveau de la mer. Il faut savoir que la mer absorbe une grande partie des rejets de CO2 créés par les activités humaines. Sa composition chimique se modifie donc rapidement. Trop vite pour que des espèces aient le temps de s'adapter. Ce qui va entraîner une remise en cause de tous les projets d'aménagement du littoral, d'après certains experts.

Le Programme alimentaire mondial (PAM) a averti de son côté qu'il fait face à de grands défis financiers pour relever le niveau alimentaire et le programme des aides alimentaires en faveur de 14 millions de personnes menacées par la famine au sud de l'Afrique à cause du phénomène climatique El Niño, le plus mauvais depuis plus de trois décennies.

Dans son communiqué, le PAM indique que « le nombre de personnes qui ont besoin d'aides alimentaires pourrait augmenter de façon sensible durant les prochains mois, la situation climatique dans la région tendant vers une sécheresse, à une période avant les récoltes d'avril, coïncidant avec l'épuisement des réserves alimentaires ».

Le phénomène El Niño est mis en cause. Une sécheresse destructrice sévit dans certaines régions et des inondations catastrophiques dans d'autres, ce qui touche des dizaines de millions de personnes dans les différentes parties du monde et entraîne effectivement la plus mauvaise sécheresse dans le sud du Sahara et les plus mauvaises récoltes cette année, souligne le PAM. Parmi les pays les plus touchés par le déficit pluviométrique en 2015, figurent le Malawi (2,8 millions de personnes font face à la famine), Madagascar (1,9 million), le Zimbabwe (1,5 million), alors que les récoltes ont baissé, comparées à 2014.

Noël Ndong

ITALIE

Matteo Renzi rentre satisfait de sa tournée africaine

En trois jours, le Premier ministre italien a visité l'Afrique pour la troisième en trois ans et redit sa confiance dans « un continent d'opportunités ».

Comme lors de ses deux tournées précédentes, c'est quasiment au pas de course que le Premier ministre italien, Matteo Renzi, a bouclé mercredi, sa troisième venue en Afrique. Commencée lundi par le Nigéria, elle s'est conclue mercredi par le Sénégal, alors que mardi M. Renzi avait été l'hôte du Ghana, un pays dont l'économie montre des signes de vitalité salués par tous. Partout, M. Renzi a souligné la disponibilité de son pays à conforter un partenariat solide avec une Afrique qu'il a toujours décrite « non comme un problème, mais comme une solution ».

« Nous devons avoir conscience que l'Italie est un grand pays », a-t-il lancé à ses compatriotes dès son retour. « L'Afrique est une opportunité et l'Italie peut jouer un rôle de pont » ; être un acteur majeur du développement de ce continent. Dans les trois pays visités, M. Renzi a ouvert des dossiers qui annoncent le suivi d'une collaboration qui ne demande qu'à monter en puissance : coopération, énergie, agroalimentaire et même culture. Visitant l'université de Nairobi, au Kenya l'an dernier, il avait promis de miser très fortement sur la formation de la jeunesse africaine, antidote au terrorisme et aux radicalismes. Cette fois, il a été accueilli par les étudiants de la prestigieuse Cheik Anta Diop de Dakar, au Sénégal. « Nous devons avoir des valeurs et miser sur un nouvel humanisme », leur a-t-il dit. Pour cela, il ne suffit pas d'exalter le « dynamisme et une vision » de la jeunesse, il faut aussi « réveiller un système statique et léthargique » qui



aiguille des milliers de jeunes vers des projets qui n'en sont pas ; ne leur ouvre pas vraiment les portes de l'avenir.

Les universités, a souligné M. Renzi, sont « l'avant-poste le plus efficace » dans la lutte contre le terrorisme, un des thèmes qui a dominé cette tournée. Du reste, le directeur de la police italienne, Alessandro Pansa, a signé des accords de coopération avec l'administration policière du Ghana. Devant les députés à Accra, le premier ministre italien s'est fait applaudir lorsqu'il a affirmé : « nous devons vous aider à garder vos jeunes ici ». Car, comme partout en Afrique, le thème de l'émigration se pose au Ghana avec acuité, un pays qui compte plus de médecins aux Etats-Unis que sur l'ensemble de son territoire !

Ce que les médias ont appelé le « théorème renzien » sur l'immigration re-

pose sur deux piliers inséparables qui sont aux dires de M. Renzi : sécurité et développement par la coopération. « L'Italie a beaucoup à donner en la matière », a assuré M. Matteo Renzi devant le parlement ghanéen. Il a évoqué ses deux précédentes tournées (Mozambique, Congo-Brazzaville et Angola en juillet 2014 ; Kenya et Ethiopie en juillet 2015) réaffirmant la validité des accords noués dans le domaine énergétique par exemple.

« Dans ma délégation, il y a Claudio de Scalzi (administrateur-délégué du géant pétrolier ENI, Ndlr) pour confirmer les engagements pris », a-t-il dit. Pays de toutes les espérances en matière énergétique (pétrole et gaz), le Ghana est l'un des atouts de l'Italie sur le continent. Lors de cette visite, en présence de M. Matteo Renzi des accords de coopération entre le Ghana et Eni ont été signés ; ils porteront jusqu'en 2036 pour une valeur de 5 à 6 milliards de dollars. « C'est l'exemple-type de la stratégie à moyen-long terme que veut promouvoir l'Italie », a dit le premier ministre. Avant de prendre congé de ses hôtes ghanéens à Accra, se rendre à Dakar, au Sénégal et son retour en Italie, M. Matteo Renzi a arraché les vivats des parlementaires ghanéens par des paroles des plus sympathiques, de celles qui ne laissent aucun parlement insensible. « Je suis le 63^e président du Conseil (italien, premier ministre, Ndlr) ; je suis le premier à être venu en Afrique sub-saharienne. Je l'ai fait trois fois ; je reviendrai », a-t-il assuré dans l'allégresse générale. De fait, M. Renzi prévoit de revenir une 4^e fois en Afrique cette année, avec deux étapes à confirmer : le Mozambique (encore une fois) et la Côte d'Ivoire.

Lucien Mpama

INSÉCURITÉ MARITIME

L'exercice « Cutlass Express 2016 » en cours pour prévenir la criminalité en haute mer en océan indien

Du 29 janvier au 6 février, l'exercice militaire Cutlass Express 2016 s'est déroulé dans la zone allant des Seychelles jusqu'au Golfe d'Aden en Afrique de l'Est.

Il consistait à renforcer et à améliorer la coopération, l'expertise tactique et la pratique de partage d'informations entre les parties prenantes en vue de renforcer la sûreté et la sécurité maritimes dans la région de l'Afrique de l'Est et de l'Océan Indien.

Se sont regroupées pour cet exercice coordonné par le commandement américain pour l'Afrique (Africom) : les forces navales de Djibouti, d'Australie, du Canada, des Comores, de France, du Kenya, de Madagascar, de l'Ile Maurice, du Rwanda, des Seychelles, d'Afrique du Sud, du Soudan, de la Tanzanie, Ouganda, du Royaume-Uni et des États-Unis, ainsi que les représentants de la force est-africaine en attente, de la force navale de l'Union euro-

péenne (UE), de l'Organisation maritime internationale (OMI), et le groupe des forces multinationales.

Tous ces pays viennent de se mettre en mouvement au large de Djibouti et des Seychelles, un exercice multinational de sécurité maritime (29 janvier au 6 février 2016). Cutlass Express est parrainée, pour la 5^{ème} année consécutive par l'US Africa Command (Africom). C'est un exercice conçu pour accroître les capacités des nations de l'Afrique de l'Est et de l'Océan Indien à lutter contre les activités maritimes illicites.

Les participants seront évalués sur des exercices d'abordage, d'urgences médicales, de communications radio et de techniques de partage d'information à travers des entraînements sur des scénarios réalistes reproduisant la lutte mondiale contre la piraterie maritime, les trafics illicites et les opérations de pêche illégales.

Une centaine de marins du bâtiment français s'exerceront aux côtés de leurs homologues mauriciens, seychellois et malgaches, au contrôle des pêches, à l'arraisonnement en mer, à la visite des navires suspects, et aux missions d'assistance et de patrouille. Avec l'hélicoptère Panther, le Floréal assurera la prévention contre la criminalité en haute mer, avant de gagner le canal du Mozambique pour une mission de surveillance dans la Zone économique exclusive (ZEE) française.

Cutlass Express 2016 offre une opportunité aux participants de s'entraîner à la planification d'opérations conjointes en établissant des procédures communes d'intervention, dans le but de lutter plus efficacement contre la piraterie et l'ensemble des activités illicites perpétrées en mer, à travers une planification d'éventuels scénarios réels.

Noël Ndong



COMMUNIQUE AGO 2016

Sociétaires MUCODEC, les Assemblées Générales Ordinaires de vos Caisses Locales se tiendront en **Février 2016**. Chers Sociétaires, vos voix comptent ! Venez participer activement à la vie de votre Caisse Locale et choisir vos élus locaux. Pour ce faire, il vous est demandé de **retirer dès à présent votre convocation dans votre Caisse Locale MUCODEC**. La Caisse Locale restera fermée le jour de la tenue de votre assemblée locale.

Ces Assemblées Générales se dérouleront selon le programme suivant :

Caisse MUCODEC	Date	Heure	Lieu
Bacongo	19 février 2016	14 heures	Fédération des MUCODEC
Boundji	17 février 2016	14 heures	Bar Exodus
Brazza centre	23 février 2016	14 heures	Fédération des MUCODEC
CCF	24 février 2016	14 heures	Fédération des MUCODEC
Centre-ville P/Noire	25 février 2016	14 heures	Délégation Régionale
Djambala	15 février 2016	14 heures	Maison de la Femme
Dolisie	19 février 2016	14 heures	Salle de l'ENI
Ewo	18 février 2016	14 heures	Salle du Conseil
Fond Tié-tié	26 février 2016	14 heures	Délégation Régionale
Gamboma	16 février 2016	14 heures	Bar Maison blanche
Grand marché	20 février 2016	09 heures	Délégation Régionale
Impfondo	27 février 2016	09 heures	Salle du Conseil Dép.
Kinkala	27 février 2016	09 heures	Salle du Conseil Départ.
La Gare	25 février 2016	14 heures	Fédération des MUCODEC
Loandjili	24 février 2016	14 heures	Délégation Régionale
Madingou	16 février 2016	14 heures	Préfecture
Makélékélé	17 février 2016	14 heures	Fédération des MUCODEC
Makoua	22 février 2016	14 heures	Salle des sœurs
Mossaka	27 février 2016	14 heures	Bar Koumous

Caisse MUCODEC	Date	Heure	Lieu
Moungali	20 février 2016	09 heures	Fédération des MUCODEC
Mouyondzi	15 février 2016	14 heures	Maison commune
Mvou-mvou	22 février 2016	14 heures	Délégation Régionale
Ngombé	25 février 2016	18 heures	Comité du Village
Nkayi	17 février 2016	14 heures	Salle Polyvalente de Saris
Ouenzé	18 février 2016	14 heures	Fédération des MUCODEC
Ouessou	23 février 2016	14 heures	salle de l' Eglise Catholique
Owando	19 février 2016	14 heures	Salle de l'ENI
Oyo	20 février 2016	09 heures	CEG SASSE IPA
Plateau des 15 ans	16 février 2016	14 heures	Fédération des MUCODEC
Pokola	24 février 2016	14 heures	Ecole primaire
Poto-poto	22 février 2016	14 heures	Fédération des MUCODEC
Sibiti	18 février 2016	14 heures	Maison Commune
Talangaï	15 février 2016	14 heures	Fédération des MUCODEC
Tchikobo	29 février 2016	14 heures	Délégation Régionale
Tchimbamba	27 février 2016	09 heures	Délégation Régionale
Tié-tié Centre	23 février 2016	14 heures	Délégation Régionale
Tsiemé	26 février 2016	14 heures	Fédération des MUCODEC

NB : La convocation vous sera exigée à l'entrée.



Encore plus proche de vous!

SOUDAN/SOUDAN DU SUD

Khartoum et Juba ont conclu un accord de principe sur le pétrole

Les ministres du pétrole des deux pays ont signé, le jeudi 4 février, un accord de principe sur le montant de la redevance que paie le Soudan du Sud au Soudan pour l'utilisation de ses oléoducs.

Les gouvernements des deux pays ont convenu que cette redevance, au lieu d'être fixe, serait désormais indexée sur le prix du brut. « Nous avons discuté et nous nous sommes accordés sur le principe d'une révision de l'accord », a déclaré le ministre sud-soudanais du Pétrole et des Mines, Stephen Dhieu Dau.

La signature de cet accord de principe était tant souhaitée par Juba puisque les oléoducs soudanais menant vers Port-Soudan, sur la mer Rouge, sont indispensables au Soudan du Sud pour

exporter son brut. Ceci malgré le fait que Juba vend actuellement à perte son brut en raison de la chute des cours mondiaux et du montant de cette redevance, fixée jusque-là à 24 dollars le baril.

Selon le ministre sud-soudanais la redevance « fluctuera à la hausse ou à la baisse, en fonction des prix du brut au niveau mondial. » Pour sa part, son homologue soudanais, Mohammed Awad, a indiqué que malgré la signature de l'accord de principe, les détails techniques

s'y rapportant doivent encore être établis. Lors de la proclamation de l'indépendance le 9 juillet 2011, après des décennies de conflit avec le Soudan, le Soudan du Sud avait hérité de 75% des réserves pétrolières du Soudan pré-sécession. Mais, enclavé, il continue de dépendre des infrastructures soudanaises pour exporter son pétrole. Ce qui fait que l'économie du plus jeune pays du monde, qui a plongé en décembre 2013 dans la guerre civile soit maintenant au bord de l'effondrement. En témoigne le fait que la production de pétrole - dont le Soudan du Sud tirait 98% de ses recettes à son indépendance - a diminué

de plus de la moitié pour s'établir à environ 150.000 barils par jour. A cela s'ajoutent d'autres problèmes qui ont également un des conséquences néfastes sur son économie : la livre sud-soudanaise a sombré, l'inflation s'est établie à plus de 100 % sur un an en décembre et le pays manque cruellement de devises.

En janvier dernier, Global Witness, une ONG de lutte contre la corruption liée aux ressources naturelles, avait indiqué que le Soudan du Sud vendait son pétrole à environ 20 dollars le baril. Quant au ministre sud-soudanais du Pétrole et des Mines, Stephen Dhieu Dau, il avait estimé le même mois que l'arrêt de la pro-

duction de brut de son pays était inévitable à court terme, faute d'un accord avec Khartoum sur une réduction de la redevance.

Les observateurs de la situation au Soudan du Sud ont avancé que ces derniers mois, Juba n'a pas pu payer cette redevance. Il s'agit donc de la conséquence de mauvaises années de gestion et de l'arrêt de l'exploitation du brut entre janvier 2012 et avril 2013, qui ont profondément affecté la production de brut du Soudan du Sud. Ce qui s'était soldé par d'intenses combats frontaliers avec le Soudan entre mars et mai 2012, puis par la guerre civile.

Nestor N'Gampoula

PREMIÈRE

Le pape et le patriarche de Moscou se rencontreront à Cuba !

Catholiques et orthodoxes entretiennent des relations conflictuelles : le pape François et le patriarche Kyrill semblent désireux d'enterrer la hache de guerre.

C'est la première rencontre de l'histoire entre le chef de l'Eglise catholique romaine et le chef de l'Eglise orthodoxe de Moscou et de toute la Russie. Les deux primats d'Eglise vont se retrouver le 12 février prochain à Cuba et signer une déclaration conjointe dont les vaticanistes attendent beaucoup. L'occasion de cette rencontre, peaufinée « depuis longtemps » selon le Vatican, ce sera le voyage apostolique des deux « papes », l'un en route vers le Mexique, et l'autre en visite apostolique à Cuba. Les experts des deux pays se sont mis d'accord pour que les deux leaders se rencontrent « en terrain neutre », parlent et signent une déclaration qui est déjà présentée comme historique.

L'annonce faite vendredi à une heure concordée d'avance à Rome et à Moscou, a été accompagnée d'un communiqué dans lequel il est indiqué qu'« un entretien personnel à l'aéroport international José Martí de La Havane, et se conclura par la signature d'une déclaration commune. Cette rencontre (...) préparée depuis longtemps, sera la première dans l'histoire et marquera une étape importante dans les relations entre les deux Eglises. Le Saint-Siège et le Patriarcat de Moscou espèrent qu'elle sera également un signe d'espérance pour tous les hommes de bonne volonté. Ils invitent tous les chrétiens à prier avec ferveur pour que Dieu bénisse cette rencontre et qu'elle porte de bons fruits ».

L'annonce et le lieu de cette rencontre ont suscité des commentaires en Italie vendredi. Mais c'est oublier, d'abord, que le pape actuel est latino-américain (argentin) et qu'il jouit d'une estime redoublée à Cuba, depuis qu'il a aidé à un rapprochement entre Cuba et les USA pouvant déboucher à terme sur la levée de l'embargo américain, vieux de plus de 52 ans ! En outre, le pape François a fait du thème de l'œcuménisme (le dialogue entre

chrétiens) un autre de ses thèmes de prédilection, à côté de la défense commune de l'environnement et des pauvres.

C'est ainsi qu'il a annoncé il, y a quelques jours qu'il participerait - là aussi une première mondiale - au 500^e anniversaire de la Réforme de Martin Luther qui « fonda » l'Eglise protestante. Le pape fera pour cela le déplacement de Lund, en Suède, le 31 octobre ; c'est là que les protestants du monde célèbreront cet anniversaire et que le pape se rendra comme signe de sa volonté de se rapprocher des frères et sœurs séparés par cinq siècles d'incompréhensions, malentendus et suspicions. Le rapprochement avec les orthodoxes suit la même logique. Alors que l'Eglise catholique entretient de très bonnes relations avec les orthodoxes de Constantinople (Turquie), elle peine à dialoguer avec ceux de Moscou (1^{ère} Eglise orthodoxe en importance numérique).

Dites « autocéphales » car n'obéissant pas au pape de Rome, les Eglises orthodoxes fonctionnent en mode autonome. Elles sont au nombre de 14 et obéissent à des patriarches établis en Ethiopie, en Egypte ou encore en Grèce où ils sont très influents. L'Eglise orthodoxe de Moscou et de toute la Russie s'opposait vigoureusement à tout projet de voyage du pape en Russie, qui « n'est pas une terre de mission ». La rencontre de vendredi prochain à Cuba amorce donc un tournant historique.

Il a été indiqué que, pour permettre le déroulement de cette importante rencontre à La Havane sans perturber le programme du voyage du Pape au Mexique, l'avion papal quittera Rome à 7h45 du matin le vendredi 12 février, au lieu de 12h30, initialement prévu. Un détail d'importance dans la volonté des deux camps d'entrer dans le 21^e siècle sans se charger des apesanteurs du passé.

Lucien Mpama

RÉGION DU LAC TCHAD

L'Afrique a besoin de 250 millions de dollars pour lutter contre Boko Haram

Réunis le 1er février à Addis-Abeba en Ethiopie, pour une conférence de donateurs, les représentants de la communauté internationale, promettent 250 millions de dollars pour lutter contre le groupe islamiste Boko Haram qui a prêté allégeance à l'Etat islamique



Le commissaire à la paix et à la sécurité (CPS) de l'Union africaine (UA), Smail Chergui, a déclaré que la communauté internationale dispose d'un montant proche de 250 millions de dollars destinés à financer la Force d'intervention conjointe multinationale (MNJTF), en lutte contre Boko Haram dans le bassin du lac Tchad détaillés comme suit : 110 millions de dollars (Nigeria), 50 millions d'euros (Union européenne), 8 millions de dollars (Royaume-Uni), 3,6 d'euros (Suisse), 1,5 million de dollars (Communauté des États sahélo-sahariens).

L'argent collecté sera alloué au transport et au mouvement des troupes, à

l'évacuation médicale, aux infrastructures, aux systèmes d'information et communication, aux renseignements, à la surveillance et aux capacités de reconnaissance, a expliqué Smail Chergui. Si l'action conjointe des armées des pays de la région du

Lac Tchad a permis jusqu'à présent d'affaiblir sensiblement Boko Haram qui n'est plus en mesure d'engager une confrontation militaire directe, ni de contrôler de vastes territoires comme ils le faisaient auparavant, la partie est loin d'être gagnée, a-t-il rappelé.

Le nouveau président en exercice de l'UA, Idriss Deby Itno, souhaite que ces contributions soient urgemment honorées pour démontrer le « ferme engagement dans la lutte contre le terrorisme », notamment celui de Boko Haram dans les pays riverains du lac Tchad, le Nigeria, le Cameroun, le Tchad et le Niger ainsi que le Bénin à travers la MNJTF d'un effectif de 8.700 soldats. La MNJTF a été approuvée et renouvelée en janvier dernier et divisée en trois secteurs, le premier à Mora au Cameroun sous le contrôle des soldats camerounais, le second dans le lac Tchad sous le contrôle des militaires tchadiens, et le troisième à Dikwa sous le contrôle de l'armée nigérienne.

Noël Ndong



RENAULT DUSTER 4X4

À PARTIR DE

14.900.000 FCFA TTC*



RENAULT
La vie, avec passion

VOTRE RENAULT DUSTER 4X4 CLÉ EN MAIN!



- _ MOTEUR ESSENCE 1,6 LITRES
- _ 4 CYLINDRES | 105 CV | 4X4
- _ TRANSMISSION MANUELLE 5 RAPPORTS
- _ 5 PORTES | 5 PLACES ASSISES
- _ AIR CONDITIONNÉ
- _ ABS | VÉROUILLAGE CENTRALISÉ

- _ VITRES AVANT ÉLECTRIQUES
- _ BARRE DE TOIT
- _ RADIO CD + MP3 + USB + BLUETOOTH
- _ COMMANDE AU VOLANT
- _ ROUE DE SECOURS
- _ IMMATRICULATION OFFERTE

*prix livraison Pointe-Noire. Photo non contractuelle et dans la limite des stocks disponibles.



TRACTAFRIC MOTORS
Congo

BOULEVARD DU PRÉSIDENT M. NGOUABI | B.P. 697 POINTE-NOIRE | RÉP. DU CONGO
CEL : + 242 06 948 89 08 | TÉL : + 242 06 665 40 30 | WWW.TRACATAFRICTMC-CONGO.COM

Five Stars présente
St. Valentin

avec

Djason
PHILOSOPHE
The Winner, O vencedor, el ganador
& **SUPER NKOLO MBOKA**

14
FEVRIER
2016
À 18H00

A LA TERRASSE
NIGH CLUB FIVESTARS
ENTREE+CONSO
2000FCFA
LES FEMMES GRATUITES

LES DÉPÊCHES DE BRAZZAVILLE

INAUGURATION DU SIEGE
et LANCEMENT OFFICIEL DE LA FONDATION
PERSPECTIVES D'AVENIR

PERSPECTIVES D'AVENIR
UNE JEUNESSE QUALIFIÉE POUR UN CONGO EN MARCHÉ

Brazzaville
Point-Noire

12 au 27
FÉVRIER 2016

UNE JEUNESSE QUALIFIÉE POUR UN CONGO EN MARCHÉ

- CEREMONIE D'INAUGURATION | 12 Fév
- FORUM SUR L'EMERGENCE | 12-13 Fév
- DINER GALA DE CHARITE | 13 Fév
- MARATHON DE L'UNITE | 14 Fév
- DIALOGUES SUR L'ENTREPRENEURIAT | 22 au 24 Brazzaville
25 au 27 Pointe-Noire

+242 053638898 / +242 065108640/41 | INAUGURATION@PERSPECTIVESAVENIR.ORG | WWW.PERSPECTIVESAVENIR.ORG

DISTINCTION

Denis Christel Sassou N'Gusso élevé au grade de docteur honoris causa par l'UP de Marrakech

Le président de la Fondation perspectives d'Avenir, Denis Christel Sassou N'Gusso a été gratifié, le 5 février à Marrakech au Maroc, d'un doctorat honoris Causa par l'université privée (UP) de cette ville pour sa valeur humaine et son engagement en faveur de l'éducation et la formation qualifiante de la jeunesse congolaise.

« En reconnaissance des diverses actions que vous ne cessez de mener pour gagner la bataille du capital humain dans votre pays et en Afrique par l'attribution des bourses de formation des jeunes aux métiers d'avenir, je vous déclare solennellement, devant témoins, docteur honoris causa de notre université », a déclaré le président académique de l'UPM, le Pr Kinidiri.

Témoignage de l'engagement de la Fondation perspectives d'Avenir dont la mission principale est d'apporter une contribution à la formation technique et professionnelle des jeunes, cette distinction est la première du genre décernée à une personnalité par l'UP de Marrakech qui accueille une forte communauté estudiantine congolaise.

Avec deux mille étudiants dont 20% proviennent des différents pays africains, cette université qui compte en son sein vingt-cinq nationalités offre des formations qualifiantes dans plusieurs filières des métiers dits d'avenir.

Cette distinction honorifique, a



Photo de famille de Denis Christel Sassou N'Gusso avec les organisateurs/photos Adiac-Guy-Gervais Kitina

précisé le Pr Kinidiri, constitue un appel lancé au récipiendaire afin de poursuivre sa mission de formation de l'élite congolaise dont le Congo et l'Afrique tout entière ont besoin pour asseoir leur développement, en vue d'atteindre l'émergence espérée, notamment à l'horizon 2025 pour le cas de la République du Congo.

« En vous octroyant la plus haute distinction de notre université, nous vous accueillons dans cette grande famille qu'est l'université privée de Marrakech », a ajouté le Pr Kinidiri Mohamed, soulignant que « vos profondes valeurs humaines, cette passion, cette grande humanité qui vous animent constituent une source d'inspiration continue pour la

jeunesse que vous aidez ».

Pleinement conscient de la tâche qui l'incombe en acceptant ce titre, le récipiendaire entend œuvrer davantage pour offrir aux jeunes issus des familles démunies et des milieux défavorisés des opportunités de formation aussi bien professionnelle que qualifiante.

« Si je m'en réjouis de cet honneur qui m'est fait, j'en mesure aussi la tâche qui est la mienne. Au regard de ma responsabilité, je m'engage à poursuivre cette action en renforçant mon engagement actuel au service de l'éducation et de la formation de la jeunesse congolaise en particulier et africaine en général », a précisé Denis Christel Sassou N'Gusso.

Pour lui, il s'agit de donner la pos-

sibilité aux nombreux jeunes qui, malgré leur volonté d'apprendre sont parfois obligés d'abandonner leurs études faute de ressources financières, alors qu'ils ne manquent pas de talent. D'où son serment de consacrer une partie de ses ressources personnelles pour contribuer à trouver des solutions à cette triste situation souvent plus répandue qu'on ne l'imagine.

Dans le cadre de cet engagement, la Fondation perspectives d'Avenir a déjà envoyé une douzaine d'étudiants dans les universités marocaines, notamment à l'UPM, mais aussi au Sénégal et ailleurs.

Une telle contribution, a-t-il indiqué permettra une bonne insertion socioprofessionnelle des jeunes formés dans les différents domaines qui serviront de levier à l'émer-

gence et au développement durable du Congo.

Déplorant par ailleurs le fait que de plus en plus des jeunes formés ont aujourd'hui du mal à trouver de l'emploi en raison de la transformation du monde du travail et du marché de l'emploi au regard des paradigmes jusque-là dominantes dans le champ de la formation des jeunes, le président de la Fondation entend corriger cette inadéquation par la mise en place des initiatives privées, dans le cadre du partenariat public-privé.

Dans cette perspective, il a signé trois Memoranda d'Entente, respectivement avec l'université privée de Marrakech, la société Selectra et la Fondation Ligthing Africa. À travers ces Memoranda, il est envisagé la construction de deux universités privées à vocation régionale à Oyo dans la Cuvette.

Ces universités offriront aux jeunes africains de différentes formations spécialisées dans les filières telles que l'ingénierie, l'hôtellerie, l'enseignement des sciences de la santé, le management et d'autres disciplines pertinentes. Outre le volet formation, les memoranda portent également sur l'octroi des bourses entre l'UPM et la Fondation perspectives d'Avenir. Les jeunes seront aussi formés dans les métiers des énergies renouvelables, à travers la société Selectra et la Fondation Ligthing Africa.

De notre envoyé à Marrakech, Guy-Gervais Kitina

Paris
Au départ de Brazzaville

à partir de

500 000 * FR CFA TTC
A/R



* Période de vente jusqu'au 28 février et la durée de transport jusqu'au 31 Mai 2016.



الخطوط الملكية المغربية
royal air maroc
Les ailes du Maroc



royalairmaroc.com



Call Center 06 628 2828

FESTIVAL DE THÉÂTRE SCOLAIRE

Les meilleurs établissements honorés

La dix-septième édition du Festival de théâtre scolaire (Fethesco) qui a duré trois jours s'est clôturée le 5 février à l'Institut français du Congo par la remise des prix aux lauréats dans différentes catégories.

De nombreux prix ont été remis aux meilleurs établissements, meilleurs metteurs en scène, meilleurs acteurs et aux meilleurs groupes théâtraux. Au total douze écoles de Brazzaville ont participé à ce festival, il s'agit de : Marie Gérard (primaire et collège) ; Immaculée Conception (primaire, collège) ; Thomas Sankara B (lycée) ; Dom Helder Camara (primaire, collège, lycée) ; le Paraclét (cycle supérieur) ; Mbiemo II (primaire) ; Fred Beauprés (lycée) ; Ecole militaire préparatoire générale Leclerc (collège et lycée) ; E. P. Lumumba (lycée) ; Goshen (collège) ; la main de Dieu (cycle supérieur) et la réconciliation (lycée).

Le prix de l'excellence a été attribué à l'école Mbiemo II et à l'Ecole militaire préparatoire générale Leclerc. Dans la catégorie meilleures troupes théâtrales au primaire, 1er Immaculée Conception, 1er exéco, Dom Helder Camara. L'école Marie Gérard a obtenu le prix spécial du jury.

Dans la catégorie collège, 1er, Goshen ; 1er exéco, Immaculée conception, le prix spécial du jury attribué à Dom Helder Camara. Au lycée, 1er Thomas Sankara B ; 2ème Fred Beauprés. Le prix spécial est revenu à E. P. Lumumba alors que la Réconciliation a remporté le prix du dévouement. Dans la catégorie primaire, « meilleurs acteurs et actrices » : Ibovi Clara de l'école Immaculée Conception. Elle a joué le rôle de Awa dans la pièce intitulée « le vilain devenu médecin ».

Dans la catégorie collège : Miéré Loïc, élève à l'école Goshen, qui a joué le rôle de chef coutumier dans la pièce c'est « le sacrifice ». Au lycée, Messy



L'élève de l'école Mbiemo II recevant le prix de l'excellence des mains des organisateurs

c'est Fany de Dom Helder camara qui l'a remporté.

Dans la catégorie étudiant, le prix a été remis à Okoundza Nuptia, étudiant à la Main de Dieu.

Pour la catégorie « Meilleurs mise en scène », Lomba Ndinga, Mbeni Gassy, Massamba Daril et Lingaud Christ ont reçu des prix.

Réactions des lauréats...

Berat Moukanzou, l'un des élèves de l'Ecole préparatoire générale Le-

était de remporter la première place. A chaque édition nous obtenons toujours un prix, nous avons gagné le deuxième prix de l'excellence cette année, l'année passée nous étions les premiers à recevoir ce prix ».

Pour Théophile Moundaya, professeur d'art dramatique au complexe scolaire Fred Beauprés, notre école est à sa première participation, c'est encourageant, nous avons obtenu le deuxième prix spécial du jury, c'est formidable pour notre école, la prochaine édition nous pouvons gagner le premier prix. Il a interpellé les promoteurs des écoles d'essayer de faire participer les enfants pour la culture car, selon lui, la culture, c'est éduquer, former et aller de l'avant afin que l'enfant puisse s'épanouir. Théophile demande au gouvernement de mettre les moyens pour la culture au niveau des écoles, donner la possibilité aux élèves de s'exprimer et vivre selon la culture. Antoine Ambadrou, président et organisateur du Festival de théâtre scolaire (Fethesco) pense que « le théâtre c'est le laboratoire des langues. C'est pour la première fois que l'école Fred Beauprés participe à ce festival et remporte un prix, c'est à féliciter ».

Le Festival scolaire a pour objectif de faire du théâtre une activité de plein droit au sein des établissements scolaires. Il met en compétition des troupes composées exclusivement d'élèves des lycées, collèges, primaires. Des troupes composées d'étudiants y prennent aussi part. Les frais d'inscription à ce festival qui se tient chaque année à Brazzaville dans la première quinzaine de février s'élèvent à 15.000 FCFA.

Rosalie Bindika

MUSIQUE

Le Fespam accompagne l'artiste Nteko sur la route du Masa

Le Festival panafricain de musique (Fespam) dans sa vocation de promouvoir la musique africaine se propose d'accompagner l'artiste Nteko qui prendra part du 26 mars au 2 Avril à Abidjan en Côte d'Ivoire à la 9^e édition du Marché du spectacle africain (Masa).

Avec sa musique pleine de sens et de vie, le tout dans un style ancré dans la tradition Kongo, Nteko est finaliste du prix découverte RFI (2014) et détentrice du prix spécial Tam-tam d'or la même année. Elle a fait une persée extraordinaire en mettant sur le marché du disque son premier album intitulé Cri, le temps pour elle de monter sur les grandes scènes au Congo, en Afrique, en France et en Allemagne. Le commissariat général du Fespam a mis en place un dispositif d'accompagnement qui consiste à assurer le coaching et la mise à la disposition du groupe d'un espace et des instruments afin que cette ambassadrice du Congo au Masa se prépare dans des bonnes conditions.

« Mon équipe et moi sommes contents de participer à ce festival car nous représentons le Congo. Ce n'est pas ma première scène et il y a toute une équipe qui est là. Nous avons eu de soucis du matériel pour répéter et préparer le spectacle, le Fespam a bien voulu nous accompagner dans ce chemin du Masa. J'espère que nous allons relever le défi », a déclaré l'artiste.

Hermione Désirée Ngoma



L'artiste Nteko et Patrice Passi, directeur artistique du Fespam

ANNONCE

Sécurité Guard
- Groupe Yannick
Recrute
Agent de sécurité,
conducteur de
moto Jakarta et
chauffeur

CONTACT :
06 679 78 78



Wi-Fi Netbox

**PARTAGEZ VOTRE CONNEXION INTERNET
AU BUREAU COMME A DOMICILE**

A partir de **34 900 FCFA**, équipez-vous avec le Wi-Fi Netbox de poche, disponible en formule de 1, 3, 6 et 12 mois de connexion.

- Installation automatique du logiciel incorporé
- Capacité de 21Mbps DL et 5.76 Mbps UL
- Interface Airtel avec possibilité de recharger
- Compatible Windows XP, Vista et Mac OS X



COMPRENDRE l'Afrique qui bouge



<http://magazinedelafrique.com>

Également disponible
sur l'App store et l'Android market

<http://www.newafricanmagazine.com/subscribe/>

COOPÉRATION CULTURELLE

Les USA prêts à soutenir la couverture sous-régionale du musée-galerie Bassin du Congo

En mission de travail à Brazzaville, la directrice du bureau Affaires cultures et éducation au département d'Etat américain, Melissa Clegg, et l'attachée culturelle près l'ambassade des USA au Congo, Ann Perrelli, ont visité vendredi les installations des Dépêches de Brazzaville. Impressionnée par les œuvres d'art et les cultures bantoues, Melissa Clegg a indiqué que son bureau est disposé à aider le musée-galerie pour la conservation et la promotion de cette culture menacée d'extinction.

« Je suis impressionnée. Je n'ai jamais appris l'histoire du Congo, mais la visite au sein du musée m'a permis d'apprendre beaucoup de choses comme le Kiebe-Kiebe, les œuvres de l'artiste Marcel Gotene », a confié au sortir de la visite touristique, la directrice du bureau Affaires culturelles au département d'Etat américain, Melissa Clegg. En effet, la société et culture bantoues n'ayant pas d'archives ou manuscrits, ont développé un certain nombre de caractéristiques en fonction des milieux qu'ils ont traversés pendant leurs migrations ou des lieux où ils se



sont installés. Mais grâce à quelques outils ou objets traditionnels déjà recueillis par le musée-galerie Bassin du Congo, le passé culturel et la vérité historique autour des Bantous se constituent peu à peu. Pour Melissa Clegg, le bureau culturel du département d'Etat améri-

Les deux Américaines contemplant un des tableaux de Jussie Nsana Banimba cain qui oeuvre dans le sens de faire connaître la culture américaine, « travaille aussi grâce à un programme annuel avec les structures et tous ceux qui militent pour la sauvegarde des cultures en voie d'extinction, à travers la collecte et la conservation des statues, outils de

améliorer les contacts et partenariats dans ce domaine. La culture ici notamment la danse Kiebe-Kiebe, est extraordinaire », a déclaré Ann Perrelli de l'ambassade américaine, ajoutant qu'elle compte sur le partenariat avec le ministère en charge de la culture afin de contribuer à la promotion de ce secteur.

Les bantous font partie des sociétés telluriques à tradition orale. Pour mieux les découvrir, a écrit un auteur congolais, il convient d'étudier leurs structures sociales, leurs us et coutumes, leurs arts de vivre, ainsi que leur adaptation en milieu naturel. Il convient également, ont laissé sous-entendre les deux intervenantes, de reconstituer toutes les traces laissées par les Bantous, et si possible les écrire. « Ce programme annuel d'assistance culturelle, même si ce n'est pas garanti, est une opportunité qui s'offre à vous pour solliciter des soutiens et partenaires en vue de la conservation de la culture bantoue et œuvres d'art des peuples d'Afrique centrale », a martelé Ann Perrelli.

Fiacre Kombo

OFFRE D'EMPLOI CHEF D'ÉQUIPE

Une société industrielle recherche un chef d'équipe, pour son unité basée à Pointe-Noire.

Responsable des hommes et des femmes qui constituent l'équipe, il est garant de la qualité des produits et du fonctionnement global de la production.

Missions principales

- Planifier le travail et l'approvisionnement des matières premières. Identifier et vérifier en amont tous les éléments nécessaires à l'activité
- Transmettre et expliciter les instructions de production
- Former les opérateurs aux procédures
- Affecter les postes de travail, animer et coordonner le travail de l'équipe
- Suivre la production en veillant au respect des process, de la qualité et des délais
- Intervenir en cas de difficulté technique, apporter les ajustements nécessaires (avec l'aide du service maintenance)
- Maintenir la cohésion et la motivation de l'équipe
- Renseigner les documents de suivi pour la traçabilité : rapports de production, fiches d'autocontrôle, etc.

-Proposer des améliorations dans l'organisation du travail

Compétences

- Capacités d'analyse de problèmes
- Réagir vite en cas de situation anormale
- Analyse des contraintes techniques
- Force de proposition dans l'organisation du travail
- Capacités managériales
- Sens des responsabilités
- Savoir rendre compte
- Sens du contact
- Pédagogie et diplomatie

Profil Recherché:

- Diplôme d'études supérieures (BAC+4) ou plus ;
 - Expérience professionnelle réussie en milieu industriel ;
 - Nationalité congolaise ;
 - Connaissances en informatique ;
- Rémunération à définir en fonction de l'expérience du candidat.
Envoyer lettre de motivation et CV à l'adresse :
recrutements.pnr@gmail.com

REMERCIEMENTS

La famille Akenande remercie toutes les personnes physique et morale qui leur ont assisté lors du décès de leur regretté Rameaux Jean-Didier Akenande, survenu le 23 janvier à Brazzaville. Qu'ils trouvent ici l'expression de leur profonde reconnaissance.



NÉCROLOGIE



Madame Mombongo Da Costa Lidie Mamy informe parents, amis et connaissances la mort de sa grande-mère Badzokela Lucie «Santa Lucia», décès survenu le 28 janvier 2016 à Brazzaville.

Le deuil se tient à son domicile sis n° 128, rue, Lague à Moundouli-Brazzaville.

**Le programme des obsèques se présente comme suit :
Mardi 9 février 2016**

- 9h00 : levée du corps à la morgue municipale de Brazzaville
- 10h00 : recueillement au domicile familial
- 12h00 : messe en la basilique Sainte-Anne du Congo
- 14h00 : départ pour le cimetière privé Bouka
- 16h00 : fin de la cérémonie.

Madame Kouka née Diafouka Ida Claudine agent des Douanes et ses enfants expriment leur reconnaissance et sincère remerciements à tous les proches, parents, amis et connaissances pour leur affection et assistance multiforme lors du décès de son mari, père M.Kouka, L'Eternel a donné, l'Eternel a repris. Puisse le Tout-Puissant dans sa grande miséricorde lui accorder paix et repos éternel.



AVIS DE VENTE DE VOITURE

L'Ambassade de Russie au Congo porte à la connaissance du public qu'elle vend le véhicule Mercedes Benz S 350, production de l'année 2006, sedan, de couleur noir, salon en cuir, essence Parcours - 6837 Km

Pour plus d'informations, contactez le numéro de Tél. : 05-656-79-14



VISITEZ LE MUSÉE GALERIE DU BASSIN DU CONGO

du LUNDI au VENDREDI (9h-17h) et SAMEDI (9h-13h)

Expositions et projections

SCULPTURES

PEINTURES

CÉRAMIQUES

MUSIQUES

L'art dans sa Généralité
de la Tradition
à la Modernité

Situé sur 84 Boulevard Denis Sassou N'Guesso immeuble les manguiers (Mpaïla) dans l'enceinte des Dépêches de Brazzaville

ENRÔLEMENT DES ÉLECTEURS

L'opposition accentue la pression sur la Céni

La Dynamique de l'opposition invite la centrale électorale à se mobiliser effectivement pour l'organisation des élections conformément aux dispositions constitutionnelles, légales et réglementaires.

« Nous refusons tout obscurantisme autour du calendrier électoral et exigeons de la Céni le début effectif du processus d'enrôlement des électeurs en vue des élections présidentielle et législatives ». Ces propos sont de Jean Bussa, modérateur de la Dynamique de l'opposition, l'une des principales plates-formes d'opposants militant pour le respect des délais constitutionnels dans l'organisation des scrutins. Il les a tenus le 4 février dans le cadre d'un point de presse inspiré par les enjeux politiques de l'heure. Il était question pour ce regroupement politique, de réagir par rapport à l'ultimatum lancé à la centrale électorale de qui l'on attendait la publication au plus tard le 31 janvier du calendrier électoral réaménagé.

Cette échéance étant largement dépassée, la Dynamique de l'opposition s'est accordé le droit de rappeler à la Céni ses obligations



Siège de la Céni

constitutionnelles en tant que pouvoir organisateur des élections en RDC. D'où l'appel lancé par Jean Lucien Bussa à la Céni de donner le go pour le début effectif du processus d'enrôlement pour la présidentielle et les législatives censées se tenir

absolument cette année. L'élu de Budjala a invité la centrale électorale et tout son personnel à se mobiliser pour l'organisation des élections conformément aux dispositions constitutionnelles, légales et réglementaires.

Alors que la Céni est en passe de

lancer d'ici le 10 février un appel d'offres pour acquérir le matériel nécessaire à la révision du fichier électoral, la Dynamique de l'opposition, par la voix de son modérateur, lui demandent d'inclure, dans sa requête, le principe du respect des délais

constitutionnels. Par ailleurs, la plate-forme propose à toutes les parties prenantes de se retrouver dans une approche participative, autour la Céni afin de dégager le consensus sur la réalisation des élections crédibles et apaisées respectant le délai Constitutionnel. Jean Lucien Bussa reste convaincu qu'avec un minimum de volonté politique, il y a moyen de tenir les échéances constitutionnelles quant à l'organisation de la présidentielle et des législatives, quitte à disponibiliser les moyens financier qu'il faut. Or, dans le cas d'espèce, regrette-t-il, la Céni s'est inscrite dans la logique du glissement au motif des contraintes opérationnelles, politiques, logistiques ou financières. Le gouvernement, de son côté, traîne à financer le processus. À peine 17% du montant de la première tranche vient d'être mis à la disposition de la centrale électorale. Enfin, la Dynamique de l'opposition demande à la Céni « d'exécuter purement et simplement le volet 3 de son propre calendrier global du 12 février 2015 sur les élections présidentielle et législatives » que l'opposition avait accepté dans sa déclaration du 27 février 2015.

Alain Diasso

TÊTE-À-TÊTE TSHISEKEDI-KODJO

Les lignes n'ont pas bougé

Rien de neuf en rapport avec les arguments développés par le leader de l'UDPS dans sa dernière correspondance adressée à la présidente de la Commission de l'Union africaine (UA) et dans laquelle il exige à ce que le dialogue politique en vue ne s'écarte pas des prescrits de l'Accord-cadre d'Addis-Abeba et des dispositions de la Constitution.

La rencontre du 4 février entre Édem Kodjo, le facilitateur désigné par l'UA dans la crise politique en RDC, et Étienne Tshisekedi aura accouché d'une souri. C'est le moins qu'on puisse dire au regard des échos en provenance de la capitale belge où les deux personnalités se sont rencontrées en tête-à-tête. En tout cas, rien n'a filtré de cette entrevue étant entendu qu'aucun compte rendu n'a été fait à la presse. Le Togolais Édem Kodjo s'est voulu discret au point d'éviter toute interview. C'est à croire que c'est à la présidente de la Commission de l'UA qui l'a mandaté qu'il entend réserver la primeur de son entretien avec le leader de l'Union pour la démocratie et le progrès social (UDPS).

Cependant, des sources présentes à Bruxelles continuent d'affirmer que les lignes n'ont pas véritablement bougé, Étienne Tshisekedi étant demeuré in-

flexible par rapport à sa position. D'une manière claire, l'émissaire de l'UA n'a pas réussi, pendant près de deux heures qu'aura duré l'entretien, à convaincre le vieil opposant à participer au dialogue dans son format actuel. Le « Sphinx de Limete » est resté, en effet, figé sur sa position de ne pas prendre part à un forum national convoqué par Joseph Kabila qui, d'après lui, fait partie du problème. À en croire des sources, le « lider maximo » n'aurait fait que réitérer sa position contenue dans sa dernière correspondance adressée à la présidente de l'UA. La pierre d'achoppement entre les deux personnalités aura gravité autour des principaux points sur lesquels l'UDPS n'entend pas transiger. Il s'agit, entre autres, de la convocation unilatérale du dialogue par l'actuel chef de l'État, l'alternance démocratique en 2016, le respect du pacte républicain de Sun City qui fonde la Constitution et l'engagement à ne pas trahir la RDC.

Tout en adhérant au projet du dialogue, l'UDPS exige à ce que ladite rencontre ne s'écarte pas des prescrits de l'Accord-cadre d'Addis-Abeba et que les dispositions de la Constitution ne soient pas violées. Bien plus, le parti d'Étienne Tshisekedi continue de faire une fixation sur le remplacement du bureau de la Céni



Poignée de main entre Étienne Tshisekedi et Édem Kodjo à Bruxelles

par d'autres animateurs après consensus tout en réclamant le règlement du contentieux électoral de 2011. « Le dialogue politique que je prône et auquel je reste attaché est celui qui, sous la médiation internationale, va garantir le respect de la Constitution et des délais constitutionnels; le règlement du contentieux électoral de 2011; la restructuration de la Céni; l'organisation d'un processus électoral crédible et apaisé; l'alternance politique par un transfert pacifique du

pouvoir dans le respect de l'expression du peuple congolais », écrivait l'irréductible opposant et challenger à Joseph Kabila à la présidentielle de 2011 dans sa lettre adressée à Nkosazana Dlamini-Zuma. Il est resté constant dans cette prise de position au grand dam d'Édem Kodjo qui, du coup, voit ses espérances par rapport au dialogue s'étioler.

Le revers subi par le facilitateur de l'UA à Bruxelles sonne le glas d'un processus qui vient de sombrer dans les méandres des incer-

titudes du fait de l'intransigeance du leader de l'UDPS, mais aussi du G7 et de la Dynamique de l'opposition. À présent qu'Étienne Tshisekedi, l'un des gros poissons de l'opposition sur lequel misait la majorité présidentielle pour crédibiliser tant soi peu le dialogue, vient de se rétracter, la facilitation est prise au dépourvu avec le risque de jeter l'éponge sans parvenir au but. Les prochaines heures nous en diront un peu plus.

A.D.

RDC - ÉGYPTTE

Plusieurs accords signés au pays des pharaons

Au cours de son séjour de travail au Caire, la capitale de la République arabe d'Égypte, le Premier ministre congolais, Augustin Matata Ponyo Mapon, a eu une journée très chargée avec des rendez-vous espacés seulement de dix minutes les uns les autres. Le chef du gouvernement a pris une part active à la cérémonie de signatures d'accords de coopération multisectoriels concrétisés par les ministres concernés présents dont ceux du Tourisme et de l'Énergie.

Le Premier ministre de la RDC a foulé le sol égyptien plus de cinq mois après la dernière visite de travail du président de la



Matata Ponyo et son homologue égyptien

République, Joseph Kabila. Accueilli au pied de l'avion par son homologue, Matata Ponyo a pu

s'entretenir brièvement avec le Premier ministre égyptien au salon d'honneur de l'aéroport. Au

cours d'une halte d'une vingtaine de minutes à son hôtel, Matata Ponyo a rencontré la délégation congolaise constituée, il faut le souligner, de plusieurs ministres dont celui de l'Énergie.

La visite de Matata Ponyo est placée quasiment sous le signe de l'énergie. En effet, le secteur occupe une place majeure dans la coopération entre la RDC et l'Égypte. Bien entendu, il y a le cas «Inga» qui a fait l'objet d'une attention particulière. Selon nos sources, le barrage hydro-électrique a constitué un enjeu majeur de ces signatures. D'ailleurs, une conférence de presse a suivi la cérémonie de signatures des

accords. Il s'agit de l'un des moments forts avant de clore la journée par un dîner offert par le Premier ministre Égyptien à la délégation congolaise.

Pendant son séjour, le Premier ministre a rencontré quelques officiels dont le président du Parlement égyptien avec lequel il s'est entretenu. Juste après, il a participé aux côtés de son homologue à cette signature des accords de coopération multisectoriel. Puis, le samedi matin, le Premier ministre a pris la direction du Canal de Suez pour visiter cet ouvrage imposant et historique qui fait la fierté nationale de l'Égypte.

Laurent Essolomwa

INTERVIEW

Félix Tshisekedi : « L'alternance aura lieu parce que c'est la volonté du peuple »

Félix Tshisekedi est le secrétaire exécutif chargé des relations extérieures de l'Union pour la démocratie et progrès social (UDPS), parti cher à Étienne Tshisekedi. Pour lui, le plus grand défi reste la réussite de l'après-alternance.

Les Dépêches de Brazzaville : La rencontre entre Étienne Tshisekedi et Édem Kodjo n'a pas changé la position de l'UDPS par rapport au dialogue. Pourquoi ?

Félix Tshisekedi : Notre position d'avant la rencontre n'a pas du tout évolué après la rencontre. Nos attentes vis-à-vis du dialogue sont liées à une alternance pacifique et démocratique afin d'avoir un processus électoral stable, des élections crédibles et une Ceni crédible. Nous n'avons pas pu obtenir toutes ces garanties après nos discussions. Dans ce cas, on ne pouvait que rejeter ce dialogue car nous avons bien compris que c'est un dialogue dont l'objectif est de positionner Joseph Kabila.

LDB : Édem Kodjo ne va-t-il pas consulter l'autre partie et revenir à nouveau vers vous ?

FT : L'UDPS n'a pas fermé la porte et lui non plus. Il a dit qu'il reviendra éventuellement. Mais c'est un homme averti, un grand homme d'État qui sait très bien qu'avant de revenir, il doit avoir des propositions concrètes et consistantes. Il connaît nos desiderata. Il reviendra sûrement mais il n'a pas dit quand ni comment.

LDB : L'UDPS a écrit à la présidente de la Commission de l'Union africaine, Mme Zuma. Avez-vous reçu une réponse à ce sujet ?

FT : Nous n'avons pas reçu de réponse de Mme Zuma, mais nous avons reçu un émissaire, M. Kodjo. L'UDPS n'est pas contre le dialogue. Mais nous sommes contre le dialogue de Joseph Kabila. Pour nous, le dialogue doit être l'initiative prise par la communauté internationale à travers l'accord-cadre. Le dialogue de M. Kabila a déjà été organisé en septembre 2013 sous le nom de concertations nationales et on sait tous comment cela s'est terminé.

Pour l'UDPS, le dialogue équivaut à préparer l'alternance, c'est-à-dire le départ de M. Kabila, démocratiquement et dans le calme et d'avoir un processus électoral crédible, le tout dans le respect des délais constitutionnels. Il n'est pas question d'un autre schéma.

LDB : L'opposition aujourd'hui est plurielle. Mais vous avez des échanges avec d'autres opposants. Sera-t-elle en mesure de présenter un candidat unique lors des prochaines élections ?

FT : L'essentiel n'est pas d'avoir nécessairement un candidat unique d'autant plus que dans le contexte actuel, le problème ne se posera plus car M. Kabila ne pourra plus se représenter. Il n'y aura même plus besoin de se liquer. La voie sera ouverte pour tout le monde et je suis certain que son camp va s'affaiblir considérablement. Le plus important est plutôt de crédibiliser le processus électoral. Nous avons des échanges au niveau de l'opposition et ce n'est pas exclu non plus qu'un de ces jours, vis-à-vis de la situation à laquelle nous faisons face, que nous puissions former ce même bloc avec un leader derrière lequel nous nous rangerons. C'est une chose dont nous discutons également.

LDB : Ce bloc n'est-il pas le Front citoyen auquel l'UDPS n'est pas partie prenante ?

FT : Le Front citoyen est plus une initiative de la société civile. Dans notre cas, il s'agira d'un front politique, même s'il ne serait pas différent du Front citoyen au niveau des objectifs.

LDB : Au niveau de l'opposition politique, quels sont aujourd'hui vos points de divergence et de convergence ?

FT : Nous divergeons au niveau de la démarche. Certains collègues pensent que par un dialogue, il n'est pas possible d'obtenir quoique ce soit de M. Kabila, parce qu'il veut avant tout le glissement. Mais nous leur rétorquons que pour qu'il obtienne ce glissement, il faut que nous y consentions. Or, ce n'est pas le cas. Nous voulons un dialogue où nous allons obtenir



Félix Tshisekedi

son départ et lui permettre de partir avec les honneurs et donc de préparer l'alternance par un processus électoral crédible. Avec les pressions internes et externes, si nous faisons bloc et que nous pesons dans la balance, il y a un moyen d'inverser les rapports de force et d'obliger M. Kabila de respecter la Constitution. C'est la meilleure voie car elle est pacifique.

LDB : L'UDPS souhaite un dialogue organisé par la communauté internationale. Quelles sont les démarches que vous entreprenez à ce sujet et vous sentez-vous écoutés par les membres de cette communauté internationale ?

FT : Nous avons des échanges permanents au Congo et à l'extérieur du pays. Ils sont très attentifs à la situation et ils se montrent aussi de plus en plus pressants. Nous sommes déjà en 2016, mais rien ne laisse penser que nous aurons des élections cette année en novembre. S'il n'y pas d'élections, toutes les institutions vont tomber dans l'illégalité. C'est une situation à éviter et il faut anticiper les choses. La communauté internationale est à nos côtés pour le faire. La visite de M. Kodjo rentre dans ce cadre car c'est une initiative de l'Union africaine. C'est la preuve qu'elle se soucie de la situation au Congo et nous l'en remercions. Mais c'est aux Congolais de faire l'essentiel.

LDB : Quelle est la situation actuelle à l'UDPS. Le parti est confronté à des frondeurs et il y a même une plainte qui a été dépo-

sée contre Étienne Tshisekedi.

FT : ce ne sont pas des frondeurs mais plutôt des perturbateurs. Dans les partis sérieux, la fronde se situe au niveau idéologique ou de l'orientation politique du parti. Dans le cas qui nous concerne, il s'agit plutôt d'un acharnement et d'un opportunisme. Acharnement gratuit sur le président du parti parce qu'ils sont tombés en disgrâce à ses yeux et de l'opportunisme parce qu'ils pensent que le président est affaibli par la maladie et qu'ils doivent se positionner pour une reprise en mains du parti. Mais leurs motivations n'aboutiront pas. C'est une tempête dans un verre d'eau. Leurs agitations s'arrêtent en Belgique et n'ont aucun impact au Congo.

LDB : Qu'en est-il de la plainte déposée contre le président de l'UDPS ?

FT : Je ne saurais rien vous dire à ce sujet. Jusqu'aujourd'hui, nous ne sommes même pas au courant des noms des plaignants. Notre avocat a même tenté d'obtenir ces noms auprès de la partie adverse. On sait juste que c'est une plainte qui a été déposée en novembre. À part le président, on ignore qui sont les autres membres de famille cités dans cette plainte. Nous laissons la justice faire son travail, mais nous sommes confiants quant à l'issue de cette procédure car nous sommes dans un État de droit. Je pense même que nous obtiendrons une réparation face à cette tentative de vouloir souiller l'image et la réputation du président et de sa famille.

LDB : Comment se porte Étienne Tshisekedi aujourd'hui ?

FT : Il va très bien et il n'y a plus d'inquiétudes sur son état de santé. Il multiplie les sorties et les contacts et c'est lui qui a conduit notre délégation pour recevoir M. Kodjo. Il va de mieux en mieux. Son retour est prévu à Kinshasa, mais cela dépendra des événements qui auront lieu au pays. Par événements, j'entends soit le dialogue soit le congrès que nous sommes en train de préparer. C'est en fonction d'une des deux

dates qu'il va préparer son retour au pays.

LDB : Quand le congrès est-il prévu et quel en sera le contenu ?

FT : La commission préparatoire travaille sur le sujet et nous fixera la période en fonction notamment de la logistique. Ce sera le deuxième congrès du parti. Il servira à faire un état des lieux du parti et fera l'évaluation de la situation depuis le premier congrès, en termes d'options levées. Le congrès servira également à mettre le parti en ordre de bataille par rapport aux échéances à venir. Nous avons beaucoup de motifs d'inquiétude par rapport au mois de novembre où nous devrions en principe organiser des élections au pays. Il faut également que l'on lève les options face à cette situation. C'est un congrès très déterminant.

LDB : Au regard du climat politique actuel, êtes-vous optimiste quant à l'issue du processus démocratique et électoral au Congo ?

FT : Je suis très optimiste, car c'est pour la première fois que je vois tous les Congolais vouloir une alternance, hormis quelques individus pour des intérêts. Cette alternance aura lieu parce que c'est la volonté du peuple et la voix du peuple c'est la voix de Dieu. Pour la première fois aussi la communauté internationale, d'un seul bloc, est d'accord avec le peuple. C'est deux éléments-clés qui n'ont pas jamais été au même diapason dans l'histoire du Congo. Le plus dur qui reste à faire est de préparer l'après-alternance. Il faut que ça réussisse. Les gens se focalisent uniquement sur le départ de Kabila. Ce n'est pas l'unique solution. Il doit partir et bien partir, dans le respect et dans l'honneur. Mais il faut aussi que l'alternance réussisse. Les élections qui doivent précéder la succession de Kabila doivent aussi réussir.

Il faut éviter les tensions et les frustrations comme en 2011 sinon le pays ne pourra pas décoller. Après les élections, nous aurons besoin de tous les Congolais pour faire avancer le pays. C'est ça le plus grand défi.

Patrick Ndongidi

DIALOGUE NATIONAL

L'UDPS rejette le « modèle Joseph Kabila »

Cette formation politique, qui tient également à la tenue des discussions en vue de décrire la situation politique du pays, continue à soutenir son attachement « au respect des principes et des textes de l'Accord-cadre d'Addis-Abeba, qui fondent la démarche en cours » et réfute un « dialogue unilatéral » tel qu'il serait proposé par le chef de l'État.

Au cours de la séance de travail du 4 février à Bruxelles qui a mis autour d'une table le président de l'Union pour la démocratie et le progrès social (UDPS), Étienne Tshisekedi, et l'ancien secrétaire général de l'OUA et envoyé spécial de la présidente de la Commission de l'Union africaine, Mme Nkosazana Dlamini Zuma, Édem Kodjo, entourés de leurs collaborateurs respectifs, l'UDPS a campé sur sa position, au sujet du dialogue national attendu en RDC.

Étienne Tshisekedi a, en effet, exprimé à l'envoyé de l'UA, le point de vue de cette formation

politique sur ce sujet, qui se résume en cinq points. L'UDPS, selon son président, qui se dit attachée à la Constitution de la République, a dit rejeter le « dialogue unilatéral » proposé par le chef de l'État, Joseph Kabila. Ce parti a également réitéré son engagement à l'alternance politique au pouvoir en 2016, sa détermination à ne pas violer le pacte républicain issu du Dialogue intercongolais de Sun-City et qui fonde la Constitution de la RDC ainsi que son engagement à ne pas trahir les aspirations légitimes du peuple congolais aux principes démocratiques.

Maîtriser le contour du problème

Ce débat entre le président de l'UDPS et l'envoyé de la présidente de la Commission de l'Union africaine a essentiellement tourné autour du dialogue. Il a porté, selon un communiqué signé par le secrétaire national de l'UDPS, Félix Tshisekedi Kalombo, sur l'analyse des éléments objectifs, qui devraient concourir à l'organisa-



Étienne Tshisekedi

tion et au succès d'un tel forum. Il s'est agi, selon l'UDPS, d'un long échange sur la nécessité d'un dialogue politique visant à éviter une crise majeure qui serait néfaste pour la stabilité des institutions et du processus démocratique.

Dans sa conviction, le parti d'Étienne Tshisekedi s'est dit que ces deux heures d'échanges ont permis à Édem Kodjo, aidé par son parcours de militant africain et par son expertise de

gestion des problèmes africains, à reconnaître la complexité de la problématique congolaise. Pour l'opinion, par contre, cette séance de travail de Bruxelles entre l'UDPS et la facilitation n'a pas permis une avancée significative dans ce processus de l'organisation de ces pourparlers nationaux, étant donné que les autres personnalités et partis politiques de l'opposition rencontrés précédemment par Édem Kodjo ont, eux également, campé sur leurs différentes positions. Personne ne veut faire des concessions et chacun monte les enchères. Ceux qui sont pour le dialogue continuent, en effet, à soutenir leur position mais ils posent des conditions et donnent leur entendement de ce forum alors que ceux qui sont contre continuent à rejeter l'idée d'une telle rencontre. Mais, en attendant, les jours passent et on s'approche petit à petit des délais constitutionnels qui animent les agissements de tous.

Lucien Dianzenza

CHAN/RWANDA 2016

Lorsque le football aiguille la fibre patriotique des RD-Congolais

Des Kinois hystériques attablés dans une terrasse en plein air à Bandalugwa faisant la fête après la victoire des Léopards sur les Amavubis du Rwanda (2-1), la scène est devenue presque un rituel chaque fois que la sélection congolaise se produit au Championnat d'Afrique des nations/Rwanda 2016. Heureusement pour la sélection congolaise, chacune de ses sorties est sanctionnée par un triomphe. De quoi mettre le pays en ébullition. De Bukavu à Goma en passant par Kisangani et Matadi, toutes les grandes villes du pays accompagnent l'équipe nationale dans son aventure en terre rwandaise. Ceux qui en avaient la possibilité ont effectué le déplacement de Kigali pour vivre en live les émotions, au-delà de ce que la télé peut donner. À Kinshasa et ailleurs, le football aura littéralement pris l'ascendance sur d'autres faits sociopolitiques. Dans les bureaux, les bus, les magasins et autres lieux publics, l'épopée des Léopards au Chan 2016 est commentée dans tous les sens.

La sélection de Florent Ibenge pour laquelle personne n'était prête à parier le moindre centime passe aujourd'hui pour une ossature de rêve. Dans plusieurs milieux sportifs, le discours a nettement évolué, même les détracteurs du sélectionneur national ont appris à aménager celui qu'ils pourfendaient hier avec véhémence. « Ibenge coachéééé » ! Le refrain est sans cesse repris à l'unisson après chaque victoire des Léopards. Au-delà, la fibre nationaliste paraît avoir repris ses droits dans une ville où, face à la



Des supporters hystériques après une victoire des Léopards

précarité existentielle, de nombreux Kinois ont souvent tendance à renier leur « congolité », plus enclins à sortir du pays pour des raisons économiques. Mais à la faveur du Chan et, surtout, des plaisirs qu'offre l'équipe nationale qui, pour une des rares fois, a accédé au quart de finale de la belle lanière sans arithmétique, les Congolais clament désormais leur identité. « RDC eloko ya makasi », entend-on dire.

Dans la foulée, le commerce

des polos, gadgets et autres babioles aux couleurs de l'équipe nationale se vendent comme des petits pains. Il est devenu fréquent de circuler dans les rues de Kinshasa et de croiser des jeunes gens dont les joues sont timbrées par des insignes aux couleurs du drapeau national. D'autres, plus courageux, se maquillent carrément le visage avec les trois couleurs de la République (vert-jaune-rouge)

comme pour être en phase avec le onze national. Les jeunes filles mais aussi les grandes dames ne sont pas en reste dans cette euphorie collective en donnant, elles aussi, de la voix à grand renfort gestuel et de coups de sifflet. Klaxons et vuvuzela à l'appui, Kinshasa aura le temps d'un éclair, retrouvé sa vitalité et renoué avec sa réputation d'une ville bruyante.

Facteur d'union, le football aura

démonstré son côté fédérateur qui fait fi des clivages sociopolitiques. Dans cette ambiance festive, cependant, la récupération politicienne se tient toujours en embuscade. Le mérite des prouesses des fauves congolais aura été d'avoir, tant soit peu, soulagé de nombreux compatriotes qui, le temps d'un éclair, ont oublié leurs soucis quotidiens noyés dans un verre de bière.

Alain Diasso

CHAN RWANDA 2016

La RDC impériale en finale face au Mali

Le sacre était attendu pour la symbolique : la RDC ramenant un trophée du Rwanda, pays avec lequel les relations sont particulières. Le 7 février restera donc dans les annales du sport de la RDC. Les Léopards locaux du sélectionneur Florent Ibenge remportent la finale de la quatrième édition du Championnat d'Afrique des nations (Chan), en dominant les Aigles du Mali par trois buts à zéro. C'est pour la deuxième fois en quatre éditions que la RDC joue la finale du Chan. L'histoire se réécrit pour les Léopards locaux après la victoire de 2009.

Pour cette rencontre historique, le sélectionneur Florent Ibenge des Léopards locaux de la RDC effectue de petits changements, faisant face à la suspension du défenseur central Padou Bom-punga pour accumulation de cartons jaunes, à l'absence d'Héritier Luvumbu Nzinga blessé. Aussi Ibenge titularise-t-il Matampi Vumi Ley, dans les perches, avec lui une défense à plat avec le latéral droit Junior Baumeto (qui revient après une indisponibilité de deux matchs suite à une blessure), Merveille Bope et Joël Kimwaki dans la charnière centrale, et Joyce Lomalisa sur le flanc gauche. Le milieu de terrain est garni par Yannick Bangala et Nelson Munganga dans la récupération. Doxa Gikanji fait office de relayeur. Le trio d'attaque se compose comme

de Jonathan Bolingi dans l'axe, de Meschak Elia à droite et Zacharie Mombo à gauche. Du côté malien, on note la présence sur le terrain de Koita, Lassana, Samaké, Coulibaly, Aliou, Diarra, Sinayoko, Issaka, etc. Les deux équipes n'ont pas le temps de s'observer alors que la pelouse du stade Amahoro est très mouillée à cause d'une pluie qui s'abat sur Kigali dans le premier quart d'heure de la première période. Les Léopards semblent prendre la direction de jeu au milieu de terrain. À la 29^e minute, Meschak Elia se retrouve sur le côté gauche, après une déviation de la tête de Bolingi. Il élimine Samaké d'un crochet avant de fusiller le portier malien d'une frappe lourde imparable. Un but à zéro pour la RDC, dans une ambiance indescriptible. Le but est salué par tout un peuple au pays,

particulièrement à Kinshasa. Les Léopards baissent un peu le rythme après le but. Dans les temps additionnels de la première période, Meschak Elia échappe à la défense malienne, il est fauché par Issaka en position de dernier défenseur. Mais l'arbitre sud-africain Daniel Benneth ne brandit que le carton jaune contre le défenseur malien qui mérite bien un carton jaune. À la fin de la première mi-temps, la RDC mène par un but à zéro, une domination logique qui se traduit par une possession de balle de l'ordre de 54 % contre 46 % pour la sélection malienne. Les Aigles maliens reviennent après la pause avec d'autres intentions, tentant d'investir le camp des Léopards locaux. À la 54^e minute, le sélectionneur Dramé du Malien remplace Coulibaly par Kouamé. Et les Maliens semblent s'installer dans le camp congolais dans ce premier quart de la deuxième période, cherchant l'égalisation. Mais la défense congolaise est solide et ne fléchit pas. Et sur une contre-attaque à la 63^e minute, Bolingi trouve Meschak derrière la défense malienne. Ce dernier

élimine le gardien de but Diarra et inscrit le deuxième but des Léopards locaux de la RDC. C'est pratiquement le coup de grâce alors que le sélectionneur Dramé des Aigles fait entrer Yves Bisouma, buteur malien contre la Côte d'Ivoire en demi-finale. Les Léopards sont littéralement galvanisés, excellant dans la récupération de balle. On joue la 73^e minute lorsque Lomalisa décale Bolingi. La frappe de l'attaquant du TP Mazembe, somptueuse, rase le poteau droit du gardien de but malien Diarra et se niche au fond de filet. Trois buts à zéro. À la 77^e minute, Zacharie Mombo laisse sa place à Cédric Ngulubi et à la 85^e minute, c'est le héros du match, Meschak Elia, qui sort, remplacé par Ricky Tulenge, alors que Miché Mika prend la place de Nelson Munganga à la 88^e minute. Les Léopards gèrent tranquillement le match, ayant la totale maîtrise technique. À la fin, la RDC s'avère être meilleure attaque du tournoi avec un total de quinze buts en six matchs. Meschak Elia est co-meilleur buteur de la compétition avec le Tunisien Akaichi avec quatre buts. Il est également désigné homme

du match dans cette finale et également meilleur joueur de la compétition. Kimwaki reçoit le trophée du joueur fair-play. Le prochain rendez-vous du Chan, c'est en 2018 au Kenya. Les Léopards locaux de la RDC remportent leur deuxième sacre en quatre éditions du Chan, compétition continentale, dernière-née de la Confédération africaine de football réservée aux sélections nationales composées des joueurs évoluant dans leurs championnats nationaux respectifs. À la fin de la partie, les joueurs arborent tous un polo à hommage à Luvumbu Nzinga blessé après le match contre le Rwanda en quart de finale et dont les images ont défilé sur les réseaux sociaux. C'est le président Rwandais, Paul Kagame, qui remet le trophée au capitaine des Léopards, Joël Kimwaki. À Kinshasa, c'est la liesse populaire, les rues des vingt-quatre communes sont envahies alors que le général Célestin Kaniama interdisait avant le match que la population descende dans la rue à la fin du match.

Martin Enyimo

INFORMER, ANALYSER, DIFFUSER, RAYONNER

L'agence d'information du Bassin du Congo
un acteur économique majeur à vos côtés

ÉCONOMIE
POLITIQUE
RÉFLEXIONS
SPORT

SOCIÉTÉ
ART, CULTURE, MEDIA
INTERNATIONAL



CONNECTEZ-VOUS

www.lesdepechesdebrazzaville.fr
www.adiac-congo.com



LES DÉPÊCHES
DE BRAZZAVILLE

CONTACTEZ
NOUS

84, boulevard Denis-Sassou-N'Guesso
Brazzaville - République du Congo
regie@lesdepechesdebrazzaville.fr



HUMEUR

Pourquoi la persistance des débits de boisson à « cinq mètres » des écoles ?

Cette situation devient criarde dans nos grandes agglomérations et si nous ne la dénonçons pas avec force et énergie, celle-ci risque de se généraliser, car lorsqu'on entend ce que disent certains propriétaires de ces espaces d'alcool et liqueurs, on a comme l'impression qu'ils considèrent des élèves comme leurs meilleurs clients. Quel gaspillage socio-pédagogique des élèves et apprenants ! Et après, quels pourraient être les résultats scolaires en fin d'année lorsque durant les neufs mois de scolarité, les élèves ont plus été dans ces milieux d'alcool à cause de leur promiscuité qu'en classe ?

Ce métrage de cinq mètres n'est pour nous que symbolique, car nous voulons par là parler de tous les débits de boissons situés à proximité des écoles ou ceux qui sont soit situés à quinze ou à vingt mètres ou en face de l'école ou encore la parcelle d'à côté où sont vendues à ciel ouvert bière, liqueur et toute sorte de boissons alcoolisées. Pire encore, les heures d'ouverture de ces « Nganda » sont les mêmes que celles d'ouverture des établissements scolaires, donc l'élève qui fuit les cours peut aller paisiblement perdre son temps dans ces milieux-là avec un « verre en main » sans être inquiété.

En voulant camoufler l'aspect gênant et le côté « gaspilleur » qui consisterait à vendre de l'alcool aux élèves même pendant les heures des cours, ces débits de boissons situés à côté des écoles affichent des enseignes incongrues et confuses portant l'appellation « Cave ouverte de telle heure à telle heure ». Car pour eux l'appellation « Cave » est quelque peu pondérée et moins agressive. Or, le cafard peut beau se couvrir de poudre, la poule finira toujours par l'identifier même la nuit. Encore que certains de ces espaces d'alcool à proximité des établissements scolaires ont des enseignes lumineuses portant des types d'appellations variées. Ils sont « Cave » de 7 heures à 14 heures. Vrais mensonges, car ils sont à toutes les heures de la journée, des restaurants-bars, des buvettes, des night-clubs, des bars, des boutiques à alcool, des espaces-conteneurs à boissons. Et si cela persistait, nous serons dans l'obligation dans certaines de nos humeurs de citer certains « espaces » qui sont passés comme maîtres dans ces agissements anti-pédagogiques.

Tenez ! Ce fléau social n'a pas que des répercussions au niveau de l'apprentissage des élèves, mais il crée un autre phénomène social grave chez les élèves. Il se crée des ristournes d'argent à l'école qui s'apparenteraient à une véritable « ostentation monétaire » qui pousse les élèves à soutirer de l'argent des parents pour venir le dépenser follement à l'école en achetant tous les jours de la bière aux autres. Diable, où allons-nous si cela prenait de l'ampleur par le fait de l'entêtement des propriétaires desdits débits de boissons ?

Encore que les propriétaires de ces débits de boissons situés à cinq mètres des écoles sont aussi eux-mêmes parents d'élèves. D'où certaines questions méritent d'être posées : « Qu'est-ce qu'on devrait protéger entre la formation des enfants et les recettes commerciales ? » ; « Est-ce qu'ouvrir un débit de boissons loin d'une école occasionnerait une mévente ? » ; « Que ressent un propriétaire d'une buvette lorsqu'il voit un enfant en tenue scolaire prendre de la boisson dans son Nganda ? »

Ceci étant, disons-le sans hésitation, vous propriétaires des débits de boissons situés à côté des établissements scolaires, cessez de participer à la médiocrité du niveau scolaire des élèves. Et que tout responsable d'un débit de boissons, qui se reconnaît dans ce tableau que l'on vient de peindre, prenne l'engagement responsable et courageux d'arrêter cette façon de faire ! Sinon l'État peut aussi prendre d'autres mesures. À bon entendeur salut !

Faustin Akono

PRÉSIDENTIELLE 2016

La Convergence républicaine mobilise ses militants pour la victoire de Denis Sassou N'Guesso

L'assemblée générale constitutive de l'association Convergence républicaine tenue le 5 février dans la salle Forum Mbongui a décidé de soutenir le candidat Denis sassou N'Guesso à l'élection présidentielle du 20 mars prochain, prenant ainsi l'engagement de le conduire jusqu'à la victoire.



Tribune officielle des travaux

Cette rencontre dirigée par le président de l'association Datony Florent Pambou ont permis de mettre en place des instances dirigeantes de cette plateforme notamment, un comité directeur de 80 membres représentant toutes les structures de la plateforme, un bureau exécutif de 21 membres, 14 présidents de commissions, 4 vice-présidents, un secrétaire général, un rapporteur et un président.

Dans son mot de circonstance, Datony Florent Pambou a remercié et félicité tous les membres pour la réussite et la tenue de cette assemblée générale. L'orateur a rappelé que Convergence républicaine et citoyenne est un bien collectif et que tous les membres étaient conviés de mettre leur main dans la patte en vue de mener la barque à bon port sous la houlette du président du Rassemblement pour la démocratie et le progrès social (RDPS), Jean Marc Thystère Tchicaya.

Aussi, a-t-il exhorté les participants à se faire enrôler sur les listes électorales dont la révision est en cours. « Nous ne pouvions pas clôturer cette belle messe, cette assemblée générale constitutive sans évoquer la question de l'heure, ainsi nous demandons à tous les membres présents ici ou ailleurs d'agir en citoyen en allant se faire enrôler sur les listes électorales en cours en vue d'assurer une victoire certaine et éclatante au président Denis Sassou N'Guesso dès le premier tour de l'élection présidentielle du 20 mars prochain », a-t-il indiqué.

Répondant à la presse, Thystère Chemaldi l'un des responsables de l'association, a pour sa part expliqué que la présente rencontre permet aussi de lire l'engouement, la détermination des jeunes et d'autres couches sociales de Pointe-Noire en faveur du gouvernement et du président de la République. « Les jeunes de la plateforme aspirent plus à une prise en compte par les pouvoirs publics de leur situation socio-économique afin de contribuer au rationnellement, à l'émergence et au développement du Congo », a-t-elle signifié.

Séverin Ibara

CONGO VERT

L'ONG lance la campagne de sensibilisation à la lutte contre les changements climatiques

L'opération de planting d'arbres «Un écolier, un arbre» a été lancée, le 3 février, à l'école primaire de Mvou Mvou, dans le 2e arrondissement de la ville océane, par l'organisation Congo Vert que dirige Diane Osso Mbango en présence des responsables de cet établissement scolaire, des administrations publiques concernées et des responsables de Mvou-Mvou.

L'activité de planting d'arbres à l'école de Mvou-Mvou marque le début d'une vaste opération de reboisement et de sensibilisation à la lutte contre les changements climatiques dans les écoles que l'ONG Congo Vert mène en perspective de la Cop 22 qui a lieu en 2016 à Marrakech au Maroc. Un rendez vous important pour les protecteurs de l'environnement disséminés à travers le monde. Ainsi, le Congo qui veut faire

entendre sa voix à cette réunion du Maroc a décidé par le biais de l'ONG Congo Vert de sensibiliser la jeunesse, l'avenir de demain.

En remerciant Congo Vert pour sa louable initiative, Nazaire Tchissambou, directeur de l'école primaire de Mvou-Mvou, a souhaité la pérennisation de celle-ci car elle est bénéfique pour l'école mais aussi pour les enfants.

En effet, pendant trois jours, Congo Vert a mené plusieurs actions d'éducation visant la protection de l'environnement dans cet établissement scolaire. Des projections des dessins animés suivies de la séance de questions-réponses ont permis aux enfants de s'imprégner de l'importance de l'arbre dans la protection de l'environnement. « Le Congo doit se réveiller. Il faut que nous ayons un sursaut en matière de lutte contre les changements clima-



Photo de famille à la fin de l'activité «Un écolier, un arbre» / Crédit photo «Adiac»

tiques. Nous avons voulu mener cette sensibilisation en commençant par les enfants qui, dans quelques années, vont prendre notre relève », a dit Diane Osso Mbango.

L'opération de planting d'arbres

a été rendue possible avec l'apport des partenaires tels que les départements de l'enseignement, l'environnement et aussi le Service national de reboisement (SNR) qui a offert des plants. « Nous sommes là pour appuyer

techniquement les actions qui visent la protection de l'environnement. La mission du SNR est, entre autres, de faire que le Congo s'approprie les actions de protection de l'environnement et qu'il soit de plus en plus vert », a dit Lambert Imbalo, directeur du SNR. et il a renchéri : « Planter les arbres est une bonne chose, encore qu'il faut les entretenir. Notre accompagnement réside à ce que nous fournissons les plants et apportons un accompagnement technique par nos conseils d'entretien des plants ». Des arrosoirs ont été remis par le SNR à l'école primaire de Mvou-Mvou à la fin de l'activité. De Paris 2015 à Marrakech 2016, gagnons le pari de la justice climatique, ensemble luttons contre le changement climatique tel est le leitmotiv de l'ONG Congo Vert.

Hervé Brice Mampouya

PRÉSIDENTIELLE 2016

Les ressortissants du Kouilou « exigent » la candidature de Denis Sassou N'Guesso

« Conscients de l'enjeu de l'évènement, le choix de Denis Sassou N'Guesso est un engagement qui vise à promouvoir le dialogue social et politique, et à garantir la paix sans laquelle aucun développement n'est possible », ont déclaré les fils et filles originaires du Kouilou au cours d'une rencontre le 6 février avec l'épouse du chef de l'Etat, Antoinette Sassou N'Guesso.

Les ressortissants du Kouilou vivant à Brazzaville qui se disent convaincus des œuvres réalisées ces dernières années par le président de la République, le désirent encore pour diriger le Congo.

« Nous, ressortissants du Kouilou, exigeons la candidature de Monsieur Denis Sassou N'Guesso à l'élection présidentielle de mars 2016. Filles et fils du Kouilou, de jour comme de nuit, levons-nous et poursuivons notre engagement autour du président Denis Sassou

N'Guesso », a insisté Virginie Bouéla-Bouanga dans une déclaration.

La rencontre dite « fraternelle et citoyenne » des ressortissants de Pointe-Noire et Kouilou résidant à Brazzaville a réuni dans la grande salle de la mairie centrale plusieurs personnalités politiques et des ministres en fonction, parmi lesquels, Anatole Collinet Makosso, ministre de l'Enseignement primaire et secondaire, de la Jeunesse et de l'éducation civique, et Aimé Parfait Coussoud

Mavoungou, ministre chargé des Zones économiques spéciales.

Pour mieux faire passer le

originaire du Kouilou.

En plus du soutien moral, les ressortissants du Kouilou ont remis à la première



message, et donner une autre connotation à la rencontre, les différents intervenants s'exprimaient tantôt en français, tantôt en vili, la langue du terroir, en lâchant quelques proverbes et chansons entonnés par certains sages comme l'ancien ministre, Mouissou Poaty, Valentin Tchibota et autres, au grand plaisir de la première dame du Congo, Antoinette Sassou N'Guesso, elle-même également

dame une enveloppe en guise de soutien à la candidature de Denis Sassou N'Guesso.

Satisfaite du geste, l'épouse du chef de l'Etat a invité tous les ressortissants du Kouilou à se faire enrôler, à vérifier si leurs noms figurent sur la liste et à aller accomplir leur devoir civique le jour du vote comme l'indiquaient les prospectus distribués dans la salle.

Yvette Reine Nzaba

RÉFLEXION

L'Europe au gré des flots ...

Chaque jour qui passe démontre que l'Europe s'enfoncé, sans vraiment s'en rendre compte, dans une crise politique et institutionnelle qui, à terme plus ou moins rapproché, peut la faire imploser. Comme un navire qui n'a plus ni moteur ni pilote, elle vogue au gré des flots, emportée par des courants contraires qui la précipiteront un jour prochain sur les rochers si rien n'est fait à Bruxelles pour stopper cette dérive.

Que ceux qui doutent de la justesse de cette analyse considèrent les événements se déroulant sous leurs yeux depuis des mois et dont voici une liste non exhaustive : les multiples rebondissements de la crise grecque, les interminables discussions visant à empêcher le « Brexit » qui se traduirait par le retrait pur et simple de la Grande-Bretagne, l'incapacité des nations européennes à s'entendre pour gérer l'afflux massif des migrants vers leurs côtes, la résurgence des frontières au sein même de l'Europe afin de contrôler les mouvements humains, la prise de contrôle progressive des institutions de l'Union à Bruxelles par une technocratie toute puissante, le fossé économique

qui se creuse entre les pays du nord emmenés par la vertueuse Allemagne et les pays du sud peu soucieux de leur équilibre financier, la division des gouvernements face aux mesures à prendre pour combattre le terrorisme, l'incohérence des actions diplomatiques, la non organisation d'un système de défense propre à l'Europe, etc. etc...

La dérive de l'Europe qui se produit sous nos yeux est le fruit de l'erreur historique commise par l'Allemagne, la France et dans une moindre mesure l'Angleterre lorsqu'au lendemain de l'effondrement du bloc soviétique constitué par l'URSS, c'est-à-dire au début des années quarante-vingt du siècle précédent, ces trois puissances décidèrent d'intégrer dans leur rang les pays de l'Europe de l'Est. Ouvrant une boîte de Pandore dans l'espoir, illusoire bien sûr, qu'elles construiraient sur leurs frontières orientales un mur les mettant définitivement à l'abri de la Russie, les trois nations dominantes de la Vieille Europe ont détruit de fait l'unité qu'elles avaient réussi, non sans mal, à édifier au lendemain de la seconde guerre mondiale. Et comme elles n'ont pas été capables de prévoir la réappari-

tion de la Russie sur la scène internationale, deux décennies plus tard elles se retrouvent prises dans leur propre piège, incapables d'influer sur le cours des événements à venir comme le démontre de façon accablante la gestion de la crise en Syrie où ni l'Europe ni les puissances qui la composent ne jouent le moindre rôle quoi qu'elles prétendent.

L'Histoire dira si l'Union Européenne aura été ou non capable de faire taire les mauvais démons qui la détruisent. Mais en attendant que cette même Histoire délivre son verdict, les partenaires du Vieux continent feraient bien de prendre les dispositions qui s'imposent afin d'éviter d'être touchés eux-mêmes par les éclats de l'implosion du Vieux continent si celle-ci venait à se produire dans les mois à venir. Dans des domaines aussi stratégiques que la sécurité, la défense, le renseignement, la finance, la monnaie ou le commerce, l'affaiblissement brutal de l'UE générerait à coup sûr une aggravation des divergences entre les gouvernements qui aurait inévitablement des répercussions sur l'ensemble du monde.

Même si cela ne se voit pas les grandes

puissances ont d'ores et déjà pris la mesure des problèmes, mais aussi des avantages que la dérive continue de l'Europe peut leur procurer. Les Etats-Unis, même s'ils s'en défendent officiellement, ont entrepris de remettre sous tutelle le Vieux continent pour ce qui concerne notamment sa défense et si l'Afrique devient au fil des jours l'une des préoccupations stratégiques majeures de la Maison Blanche c'est précisément parce qu'elle a conscience que la capacité d'intervention des anciennes puissances coloniales sur le continent se réduit de jour en jour comme une peau de chagrin. Quant à la Russie, à la Chine et dans une moindre mesure à l'Inde elles s'organisent de façon évidente pour prendre la place de ces mêmes nations dans les domaines les plus divers, tout particulièrement dans la construction des grandes infrastructures qui permettront au continent d'accélérer son émergence dans les dix années à venir.

Triste bilan que celui-là, n'est-il pas vrai ? Les Pères fondateurs de l'Europe doivent se retourner dans leur tombe.

Jean-Paul Pigasse